RISQUES ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES – PILIER 3

31 décembre 2025

BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE

TABLE DES MATIERES

1. SYNTHESE DES RISQUES ANNUELS 3

RATIOS REGLEMENTAIRES 3

2. GESTION DU CAPITAL ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES 6

CHAMP D'APPLICATION 6

FONDS PROPRES 10

EXIGENCES DE FONDS PROPRES ET ACTIFS PONDERES 14

ADEQUATION DES FONDS PROPRES ET ANTICIPATION DES BESOINS EN CAPITAL 15

RATIO DE LEVIER 19

3. RISQUE DE CREDIT 23

DIVERSIFICATION DE L'EXPOSITION AU RISQUE DE CREDIT 23

ACTIFS PONDERES 26

RISQUE DE CREDIT: APPROCHE STANDARD 28

RISQUE DE CREDIT: PARTICIPATIONS EN ACTIONS TRAITEES SELON METHODE DE PONDERATION SIMPLE 36

EXPOSITIONS EN DEFAUT, PROVISIONS ET COUT DU RISQUE 36

CREANCES RESTRUCTUREES 43

TECHNIQUES D'ATTENUATION DU RISQUE DE CREDIT 45

4. TITRISATION EN PORTEFEUILLE BANCAIRE 48

5. RISQUE DE MARCHE 49

6. RISQUE DE LIQUIDITE 49

ECHEANCIER CONTRACTUEL DU BILAN PRUDENTIEL 51

GRÈVEMENT DES ACTIFS ET DES SÛRETÉS REÇUES 54

7. ANNEXES 56

8. RAPPORT SUR LES REMUNERATIONS DES MRT 62

PRINCIPES DE REMUNERATION ET POLITIQUE DE REMUNERATION DES MRT 62

GOUVERNANCE 62

INFORMATIONS QUANTITATIVES CONCERNANT LES REMUNERATIONS ATTRIBUEES AUX MRT DE LA SOCIETE BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE AU TITRE DE L'EXERCICE 2025 62

Le troisième pilier de l'accord de Bâle relatif à la discipline de marché consiste à enrichir les prescriptions minimales de fonds propres (Pilier 1) et le processus de surveillance prudentielle (Pilier 2) par un ensemble de données venant compléter la communication financière.

Le présent rapport présente les informations relatives au Groupe BNP Paribas Personal Finance. A ce titre, il répond aux exigences du Règlement (UE) n°575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, et tel qu'amendé par la suite successivement, notamment par le Règlement (UE) n°2019/876 et nouvellement le Règlement (UE) n°2024/1623 (ensemble, le « Règlement CRR »), et notamment de sa huitième partie.

Ce Règlement est décliné dans différentes normes techniques publiées par la Commission européenne et l'Autorité bancaire européenne visant à améliorer la comparabilité des informations publiées par les établissements. Le format et les références des tableaux du Pilier 3 sont en lien avec l'entrée en application au 1 janvier 2025 du Règlement d'exécution (UE) n° 2024/3172 portant sur les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit ainsi que les informations requises au titre de l'article 450 concernant la politique de rémunérations des collaborateurs dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque du Groupe BNP Paribas Personal Finance.

Le format et les références des tableaux du Pilier 3 sont en lien avec l'entrée en vigueur en application au 1er janvier 2025 du Règlement d'exécution (UE) n°2024/3172. A noter que l'article 13 du Règlement n° 2019/876 du 20 mai 2019 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement impose aux filiales importantes des établissements mères dans l'Union Européenne de publier des informations conformément à la huitième partie du Règlement, en limitant cette publication aux articles 437, 438, 440, 442, 449 bis, 449 ter, 450, 451 bis et 453.

Les accords actuels de Bâle (dits Bâle 3), tels qu'approuvés en novembre 2010, ont conduit à renforcer la capacité des banques à absorber des chocs économiques et financiers de toute nature en introduisant une série de dispositions règlementaires. Le contenu de cette réforme se traduit en droit européen au sein de la Directive n° 2013/36/ UE (CRD 4) et du Règlement (UE) n° 575/2013 du 26 juin 2013 (CRR) complétés en juin 2019 par la Directive (UE) n° 2019/878 (CRD 5) et le Règlement (UE) n° 2019/876 (CRR 2), eux-mêmes complétés en mai 2024 par la Directive (UE) n°2024/1619 (CRD 6) et le Règlement (UE) n°2024/1623 du 31 mai 2024 (CRR 3).

Le cadre règlementaire Bâle 3 a eu pour principaux effets :

- **Le renforcement de la solvabilité :**

Les règles Bâle 3 conduisent à harmoniser la définition des fonds propres et à renforcer la capacité d'absorption des pertes des établissements de crédit.

Une description des éléments entrant dans la composition des fonds propres réglementaires est présentée dans la partie *Fonds propres* (cf. partie 2 Gestion du capital et adéquation des fonds propres).

Les règles de calcul des actifs pondérés ont également été revues afin de renforcer l'exigence associée en fonds propres. Ces règles de calcul sont détaillées par type de risque dans les sections correspondantes.

Le renforcement de la solvabilité est par ailleurs mis en œuvre à travers la mise en place du Mécanisme de Surveillance Unique (MSU) sous la responsabilité de la BCE et l'application des orientations de l'Autorité bancaire européenne (ABE) sur le processus de *Superviser Review and Evaluation Process* (SREP).

Le mécanisme de surveillance unique est le dispositif de surveillance bancaire de la zone euro. C'est, avec le mécanisme de résolution unique et le système de garantie des dépôts, un des trois piliers de l'Union Bancaire initiée en juin 2012 par les Institutions européennes en réponse à la crise financière de la zone euro.

Dans ce cadre, la BCE est depuis le 4 novembre 2014 le superviseur direct de BNP Paribas Personal Finance. La BCE s'appuie sur les Autorités Nationales Compétentes afin d'exercer sa mission.

- **Le suivi du ratio de levier** :

Le ratio de levier a comme objectif principal de servir de mesure complémentaire aux exigences de fonds propres fondées sur les risques (principe de filet de sécurité – back stop). L'exigence minimale est applicable depuis le 1er janvier 2024 et a été précédée d'exigences intermédiaires applicables depuis le 28 juin 2021 puis le 1er janvier 2023. L'exigence minimale applicable et le ratio de levier de BNP Paribas Personal Finance au 31 décembre 2024 sont présentés dans la partie 2- Gestion du capital et adéquation des fonds propres.

- **L'encadrement de la liquidité :**

Le suivi des exigences relatives au risque de liquidité se traduit par un ratio de liquidité à court terme (Liquidité Coverage Ratio – LCR) et un ratio de liquidité à long terme (Net Stable Funding Ratio – NSFR). Le Groupe BNP Paribas Personal Finance est exempté de ces exigences de LCR et de NSFR.

- **Le suivi du régime de résolution :**

Le suivi du régime de résolution introduit depuis le 1er janvier 2016 est accompagné depuis le 27 juin 2019 par une exigence minimale de ratio TLAC (*Total Loss-Absorbing Capacity*) applicable aux établissements d'importance systémique mondiale (G-SIIs). N'entrant pas dans la catégorie des G-SIIs, le Groupe BNP Paribas Personal Finance n'est pas soumis à cette exigence.

Cette exigence est complétée au niveau européen par la mise en place d'exigence quant au ratio MREL (*Minimum Requirement for own funds and Eligible Liabilities*) applicable à l'ensemble des établissements de crédit et entreprises d'investissement de l'Union Européenne depuis le 1er janvier 2024, qui a été précédée d'une exigence intermédiaire applicable depuis le 1er janvier 2022. Le ratio MREL de BNP Paribas Personal Finance au 31 décembre 2025 est présenté dans la partie 2- Gestion du capital et adéquation des fonds propres.

Par ailleurs, le 7 décembre 2017, le Groupe des gouverneurs des banques centrales et des responsables du contrôle bancaire (GHOS) a approuvé les propositions finalisant le cadre règlementaire Bâle 3. Celles-ci consistent en une révision du cadre du risque de crédit, du risque d'ajustement d'évaluation de crédit (CVA – Credit Value Adjustment) et du risque opérationnel, ainsi qu'en l'instauration d'un plancher de calcul des actifs pondérés lorsqu'une méthode interne est utilisée. Ces propositions ont été complétées par la revue fondamentale du portefeuille de négociation (FRTB) en janvier 2019 et du risque sur CVA en juillet 2020. La transposition en droit européen de la finalisation de Bâle 3 a été initiée par la Commission européenne avec la publication le 27 octobre 2021 d'un projet d'amendements CRR 3 et CRD 6 avec une date d'entrée en vigueur au 1er janvier 2025.

Enfin, dans le document, les chiffres présentés peuvent paraître ne pas s'additionner dans certaines colonnes et lignes en raison des arrondis.

Attestation et gouvernance

Je soussignée Adeline Le Coquil, Directrice Financière du Groupe BNP Paribas Personal Finance, confirme, que les informations contenues dans le document *Risques et adéquation des fonds propres – Pilier 3* sont, à ma connaissance, conformes aux exigences prévues dans la huitième partie du Règlement CRR.

Fait à Levallois, le 30 juin 2026.

1. SYNTHESE DES RISQUES ANNUELS

RATIOS REGLEMENTAIRES

ÉVOLUTION DE LA SOLVABILITE DU GROUPE

Le ratio CET1 s'élève à 11,08% au 31 décembre 2025 en augmentation de 42 points de base par rapport au 31 décembre 2024, en lien avec :

- l'augmentation de capital réalisée en novembre (+40pb) ;
- le résultat net de 2025 (-32bp) ;
- l'évolution des intérêts minoritaires (-10bp) ;
- les effets périmètre de l'exercice avec le passage en mise en équivalence des entités Genius et Wisdom (+17bp) ;
- la réalisation de nouvelles titrisations et assurance-crédit compensées par l'amortissement des anciennes titrisations (+54bp) ;
- les mises à jour supervisées par la BCE (+12bp) dont essentiellement la mise à jour des modèles IRBA sur la France ;
- les effets volume liés aux évolutions d'encours et de maturité des valeurs résiduelles de l'activité leasing (-22bp) ;
- les effets liés à l'implémentation du nouveau règlement CRR3 (-12bp) ;
- les autres effets représentent (-5bp).

Le ratio CET1 du Groupe est supérieur à l'exigence au 31 décembre 2025 de 9,99% notifiée par la Banque centrale européenne.

Le ratio Tier 1 et le ratio total, respectivement 13,01% et 15,67%, excédent les exigences notifiées par la Banque centrale européenne, respectivement à 11,77% et 14,14%.

Le ratio de levier s'établit à 8,54% au 31 décembre 2025 contre 8,50% au 31 décembre 2024, soit une diminution de 4bp. Il est largement supérieur à l'exigence de levier de 3% en vigueur au 31 décembre 2025.

Au 31 décembre 2025, le ratio MREL interne sur une base individuelle de BNP Paribas Personal Finance s'élève à 20,82% des actifs pondérés. Le Groupe est ainsi au-dessus du niveau minimal d'exigence de 15,38%.

Au 31 décembre 2025, le ratio MREL interne sur une base individuelle de la société s'élève à 18,65% des expositions de levier. Ce ratio est à comparer à une exigence minimale de 5,93%.

RATIOS REGLEMENTAIRES CLES

Les données relatives aux ratios de fonds propres ci-dessous tiennent compte des dispositions transitoires relatives à l'introduction de la norme IFRS 9 (article 473 bis du Règlement (UE) n° 2017/2395 et du Règlement (UE) n° 2020/873). L'impact de ces mesures transitoires sur les fonds propres et les ratios règlementaires est présenté dans la partie Fonds propres de la section 2-Gestion du capital et adéquation des fonds propres (voir tableau EU IFRS 9-FL).

Depuis le 1er janvier 2023, ces dispositions transitoires n'ont plus d'impact sur les fonds propres prudentiels de BNP Paribas Personal Finance.

BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE

INDICATEURS CLÉS (EU KM1)

	En millions d'euros	a 31 décembre 2025	b 30 septembre 2025	c 30 juin 2025	d 31 mars 2025	e 31 décembre 2024
Fonds propres disponibles						
1	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	6 945	6 721	6 767	6 922	7 018
2	Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)	8 158	7 928	7 978	8 143	8 227
3	Fonds propres totaux	9 825	9 581	9 642	9 811	9 884
Actifs pondérés						
4	Montant total des actifs pondérés (« *floored* »)	62 699	62 920	62 975	64 464	65 823
4a	Montant total des actifs pondérés sans application de l'*output floor* (« *un-floored* »)	62 699	62 920	62 975	64 464	
Ratios de fonds propres (en pourcentage des actifs pondérés) (%)						
5	Ratio de fonds propres CET1 (« *floored* »)	11,08%	10,68%	10,75%	10,74%	10,66%
5b	Ratio de fonds propres CET1 par rapport au total d'exposition au risque sans application de l'*output floor* (« *un-floored* »)	11,08%	10,68%	10,75%	10,74%	
6	Ratio de fonds propres Tier 1 (« *floored* »)	13,01%	12,60%	12,67%	12,63%	12,50%
6b	Ratio de fonds propres Tier 1 par rapport au total d'exposition au risque sans application de l'*output floor* (« *un-floored* »)	13,01%	12,60%	12,67%	12,63%	
7	Ratio de fonds propres totaux (« *floored* »)	15,67%	15,23%	15,31%	15,22%	15,02%
7b	Ratio de fonds propres totaux par rapport au total d'exposition au risque sans application de l'output floor (« *un-floored* »)	15,67%	15,23%	15,31%	15,22%	
Exigences de fonds propres supplémentaires relatives au SREP (Pillar 2 Requirement en pourcentage des actifs pondérés) (%)						
EU 7d	Exigences de *Pillar 2 Requirement* totales	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%
EU 7e	dont : à satisfaire avec des fonds propres CET1	0,84%	0,84%	0,84%	0,84%	0,84%
EU 7f	dont : à satisfaire avec des fonds propres Tier 1	1,13%	1,13%	1,13%	1,13%	1,13%
EU 7g	Exigences totales de fonds propres SREP	9,50%	9,50%	9,50%	9,50%	9,50%
Exigence globale de coussin et exigence globale de fonds propres (en pourcentage des actifs pondérés) (%)						
8	Coussin de conservation des fonds propres	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%
EU 8a	Coussin de conservation découlant du risque macroprudentiel ou systémique constaté au niveau d'un État membre					
9	Coussin de fonds propres contracyclique	0,66%	0,60%	0,61%	0,62%	0,61%
EU 9a	Coussin pour le risque systémique	0,23%	0,23%	0,23%	0,12%	0,11%
10	Coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SII)					
EU 10a	Coussin pour les autres établissements d'importance systémique (O-SII)					
11	Exigences globales de coussin [1]	3,39%	3,33%	3,34%	3,24%	3,22%
EU 11a	Exigences globales de fonds propres totaux [2]	12,89%	12,83%	12,84%	12,74%	12,72%
12	Fonds propres CET1 disponibles après le respect des exigences totales de fonds propres SREP	5,74%	5,34%	5,41%	5,40%	5,32%
Ratio de levier						
13	Mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier	95 505	94 108	93 918	94 280	96 783
14	Ratio de levier (%)	8,54%	8,42%	8,49%	8,64%	8,50%
	Ratio de levier hors effet de l'exemption temporaire des dépôts auprès des banques centrales de l'Eurosystème [3]	8,54%	8,42%	8,49%	8,64%	8,50%
Exigences de fonds propres supplémentaires relatives au risque de levier excessif (en pourcentage de la mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier) (%)						
EU 14a	Exigences de fonds propres supplémentaires relatives au risque de levier excessif					
EU 14b	dont : à satisfaire avec des fonds propres CET1					
EU 14c	Exigences de ratio de levier SREP totales	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
Exigences de coussin lié au ratio de levier et exigences de ratio de levier global (en pourcentage de la mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier) (%)						
EU 14d	Exigences de coussin lié au ratio de levier [4]					
EU 14e	Exigences de ratio de levier globales [4]	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
Ratio de couverture des besoins de liquidité (LCR) [5]						
Ratio de financement stable net (NSFR) [5]						

[1] Les exigences globales de coussin de fonds propres tiennent compte du coussin le plus élevé entre les coussins G-SII et O-SII.

[2] Hors "Pillar 2 Guidance" non publique.

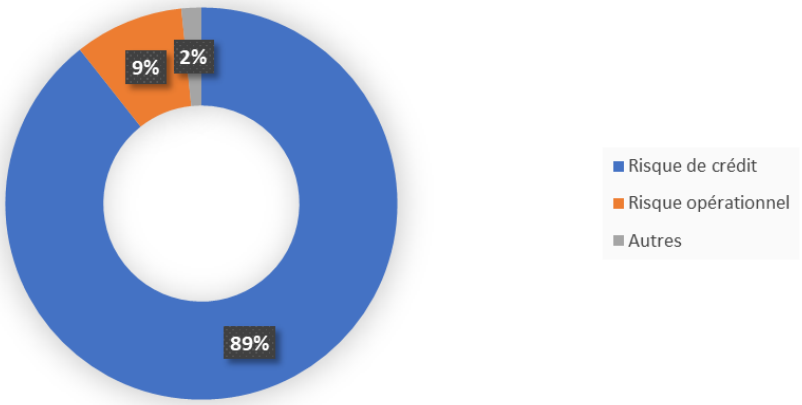
[3] Le Groupe BNP Paribas Personal Finance n'a pas tenu compte d'exemption temporaire des dépôts auprès des banques centrales de l'Eurosystème.

[4] Non applicable pour le Groupe BNP Paribas Personal Finance (établissement non-O-SII).

[5] Le Groupe BNP Paribas Personal Finance est exempté de respect des ratios LCR et NSFR, bénéficiant d'un waiver au titre de son appartenance au Groupe BNP Paribas.

GRAPHIQUE N° 1 : ACTIFS PONDÉRÉS PAR TYPE DE RISQUE (*)

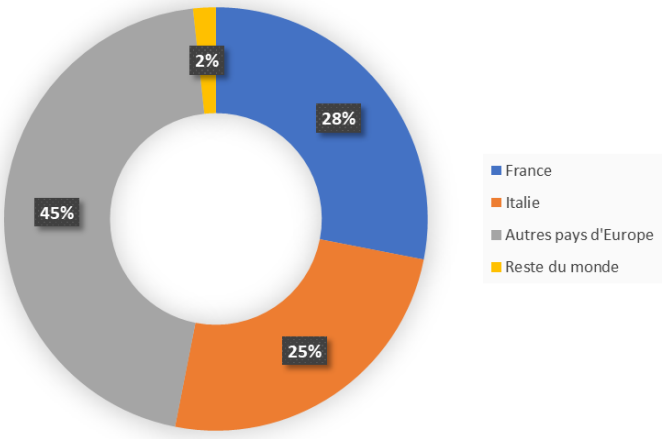
L'essentiel des risques du Groupe relève du risque de crédit (89% des actifs pondérés du Groupe au 31 décembre 2025).



(*) Répartition au 31 décembre 2025

GRAPHIQUE N° 2 : VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DES EXPOSITIONS DU PORTEFEUILLE DE RISQUE DE CRÉDIT (*)

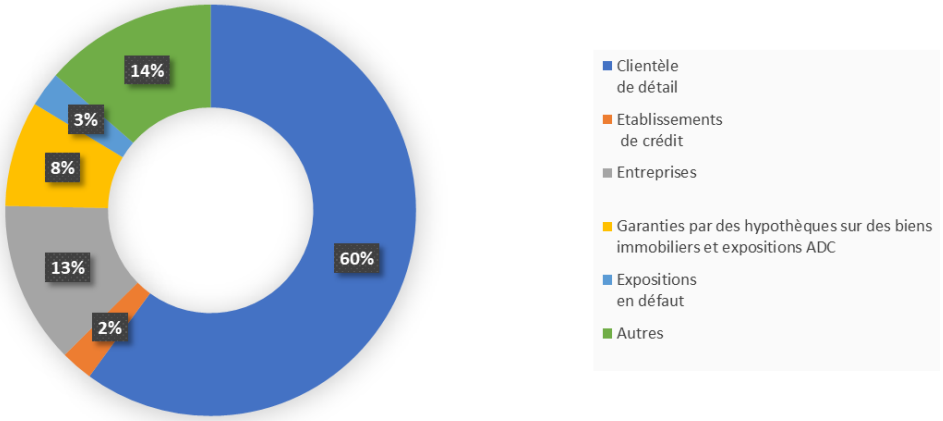
Au 31 décembre 2025, les expositions au risque de crédit du Groupe se situent principalement en Europe (98%) essentiellement en France (28%) et en Italie (25%).



(*) Répartition au 31 décembre 2025

GRAPHIQUE N° 3 : VENTILATION DES EXPOSITIONS DU PORTEFEUILLE DE RISQUE DE CRÉDIT PAR CLASSE D'EXPOSITION (*)

La clientèle de détail représente l'essentiel des expositions du Groupe (60% au 31 décembre 2025).



(*) Répartition au 31 décembre 2025

2. GESTION DU CAPITAL ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES

CHAMP D'APPLICATION

Le champ d'application du périmètre prudentiel tel qu'il est défini dans le Règlement CRR relatif aux exigences de fonds propres est différent de celui du périmètre de consolidation comptable dont la composition relève de l'application des normes IFRS, telles qu'adoptées par l'Union européenne.

PERIMETRE PRUDENTIEL

Conformément à la réglementation, un périmètre prudentiel est défini par le Groupe BNP Paribas Personal Finance pour l'exercice de la surveillance sur base consolidée des ratios de fonds propres. La spécificité du Groupe BNP Paribas Personal Finance est que les entités contrôlées conjointement (UCI SA et United Partnership) sont consolidées par mise en équivalence dans le périmètre comptable et selon la méthode de l'intégration proportionnelle dans le périmètre prudentiel.

Pour rappel, les entités, sous contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale dans le périmètre prudentiel.

Les différences entre les périmètres de consolidation comptable et prudentiel sont synthétisées dans le tableau ci-dessous.

DIFFERENCES ENTRE PERIMETRES DE CONSOLIDATION COMPTABLE ET PRUDENTIEL (EU LI3)

a	b	c	d	e	f	h
	31 décembre 2025					
		Méthode de consolidation dans le périmètre prudentielle				
Nom de l'entité	Méthode de consolidation dans le périmètre comptable	Intégration globale	Intégration proportionnelle	Mise en équivalence	Ni consolidée ni déduite des fonds propres	Description de l'entité
Union de Creditos Inmobiliarios SA	Mise en équivalence		x			Crédits spécialisés
United Partnership	Mise en équivalence		x			Activité de services aux entreprises

Le tableau suivant présente les retraitements réalisés entre périmètres de consolidation comptable et prudentiel pour chaque poste du bilan.

PASSAGE DU BILAN COMPTABLE CONSOLIDÉ AU BILAN PRUDENTIEL (EU LI1-A/EU CC2)

	a		b
	31 décembre 2025		
En millions d'euros	Périmètre comptable	Autres retraitements liés aux méthodes de consolidation (*)	Périmètre prudentiel
ACTIF			
Caisse, banques centrales	1 758	0	1 758
Instruments financiers en valeur de marché par résultat			
Portefeuille de titres	32	-16	16
Prêts et opérations de pensions	0	0	0
Instruments financiers dérivés	6	4	10
Instruments financiers dérivés de couverture	218	69	287
Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres			
Titres de dette	0	0	0
Instruments de capitaux propres	15	0	15
Actifs financiers au coût amorti			
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 084	120	2 204
Prêts et créances sur la clientèle	81 820	3 269	85 089
Titres de dette	108	-13	95
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	8	0	8
Actifs d'impôts courants et différés	592	0	592
Comptes de régularisation et actifs divers	2 474	99	2 573
Participations dans les entreprises mises en équivalence	945	-178	767
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	776	7	783
Immobilisations incorporelles	362	2	364
Ecarts d'acquisition	1 128	0	1 128
TOTAL ACTIF	**92 326**	**3 363**	**95 689**

En millions d'euros	31 décembre 2025		
	Périmètre comptable	Autres retraitements liés aux méthodes de consolidation (*)	Périmètre prudentiel
DETTES			
Banques centrales	0	0	0
Instruments financiers en valeur de marché par résultat			
Portefeuille de titres	0	0	0
Dépôts et opérations de pensions	0	0	0
Dettes représentées par un titre	0	0	0
Instruments financiers dérivés	8	4	12
Instruments financiers dérivés de couverture	413	5	418
Passifs financiers au coût amorti			
Dettes envers les établissements de crédit	62 700	2 768	65 468
Dettes envers la clientèle	7 726	0	7 726
Dettes représentées par un titre	6 728	427	7 155
Dettes subordonnées	1 781	30	1 811
dont dettes admissibles en fonds propres additionnels de catégorie Tier 1	*110*	9	*119*
dont dettes admissibles en fonds propres additionnels de catégorie Tier 2	*1 671*	21	*1 692*
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-7	0	-7
Passifs d'impôts courants et différés	253	0	253
Comptes de régularisation et passifs divers	2 107	81	2 188
Provisions pour risques et charges	409	48	457
TOTAL DETTES	**82 118**	**3 363**	**85 481**
CAPITAUX PROPRES	**0**	**0**	**0**
Capital et réserves	*9 155*	*0*	*9 155*
Résultat de la période, part du Groupe	*-126*	0	*-126*
Total capital, réserves consolidées et résultat de la période, part du Groupe	**9 029**	**0**	**9 029**
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	*-164*	*0*	*-164*
Total part du Groupe	**8 865**	**0**	**8 865**
Intérêts minoritaires	**1 343**	**0**	**1 343**
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	**10 208**	**0**	**10 208**
TOTAL PASSIF	**92 326**	**3 363**	**95 689**

(*) Retraitement des entités contrôlées conjointement en intégration proportionnelle dans le périmètre prudentiel et mises en équivalence dans le périmètre comptable.

En millions d'euros	31 décembre 2024		
	Périmètre comptable	Autres retraitements liés aux méthodes de consolidation (*)	Périmètre prudentiel
ACTIF			
Caisse, banques centrales	*746*	*12*	*758*
Instruments financiers en valeur de marché par résultat			
Portefeuille de titres	*32*	*(16)*	*16*
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10 %			
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10 %			
Prêts et opérations de pensions			
Instruments financiers dérivés	*10*	*21*	*31*
Instruments financiers dérivés de couverture	*475*	*68*	*543*
Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres			
Titres de dette			
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10%			
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10%			
Instruments de capitaux propres	*3*		*3*
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10%			
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10%			
Actifs financiers au coût amorti			
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5 978	*325*	*6 303*
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10%			
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10%			
Prêts et créances sur la clientèle	*81 892*	*5 696*	*87 588*
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10%			
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10%			
Titres de dette	*145*	*(95)*	*50*
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10%			
dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10%			
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	*54*		*54*
Placement et autres actifs des activités d'assurance			
Actifs d'impôts courants et différés	*737*	*27*	*764*
Comptes de régularisation et actifs divers	*2 134*	*126*	*2 260*
Participations dans les entreprises mises en équivalence	*1 014*	*(578)*	*436*
dont participations dans les entités du secteur financier	*887*	*(554)*	*333*
dont écarts d'acquisition	*127*	*(24)*	*103*
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	*697*	*14*	*711*
Immobilisations incorporelles	357	3	360
dont immobilisations incorporelles hors droits hypothécaires	*357*	*3*	*360*
Ecarts d'acquisition	1 128	24	1 152
TOTAL ACTIF	**95 402**	**5 627**	**101 029**

En millions d'euros	31 décembre 2024		
	Périmètre comptable	Autres retraitements liés aux méthodes de consolidation (*)	Périmètre prudentiel
DETTES			
Banques centrales			
Instruments financiers en valeur de marché par résultat			
Portefeuille de titres			
Dépôts et opérations de pensions			
Dettes représentées par un titre			
dont dettes admissibles en fonds propres additionnels de catégorie Tier 1			
dont dettes admissibles en fonds propres additionnels de catégorie Tier 2			
Instruments financiers dérivés	11	21	32
Instruments financiers dérivés de couverture	515	14	529
Passifs financiers au coût amorti			
Dettes envers les établissements de crédit	67 747	3 497	71 244
Dettes envers la clientèle	8 319	349	8 668
Dettes représentées par un titre	4 286	1 508	5 794
Dettes subordonnées	1 813	29	1 842
dont dettes admissibles en fonds propres additionnels de catégorie Tier 1	110	9	*119*
dont dettes admissibles en fonds propres additionnels de catégorie Tier 2 (**)	1 703	20	*1 723*
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(6)		(6)
Passifs d'impôts courants et différés	216	5	221
Comptes de régularisation et passifs divers	1 972	170	2 142
Provisions techniques et autres passifs d'assurance			
Provisions pour risques et charges	471	34	505
TOTAL DETTES	**85 344**	**5 627**	**90 971**
CAPITAUX PROPRES			
Capital et réserves	*9 206*		*9 206*
Résultat de la période, part du Groupe	*(226)*		*(226)*
Total capital, réserves consolidées et résultat de la période, part du Groupe	**8 980**		**8 980**
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	(132)		*(132)*
Total part du Groupe	**8 848**		**8 848**
Intérêts minoritaires	**1 210**		**1 210**
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	**10 058**		**10 058**
TOTAL PASSIF	**95 402**	**5 627**	**101 029**

(*) Retraitement des entités contrôlées conjointement en intégration proportionnelle dans le périmètre prudentiel et mises en équivalence dans le périmètre comptable.
(**) Les dettes admissibles en fonds propres Tier 2 sont présentées pour leur valeur nominale (hors intérêts courus non échus et réévaluation de la composante couverte).

FONDS PROPRES

Le Groupe BNP Paribas Personal Finance est soumis au respect de la réglementation prudentielle française qui transpose en droit français la directive européenne « Accès à l'activité des établissements de crédit et surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement ».

Dans certains pays où le Groupe opère, il est soumis, en outre, au respect de ratios particuliers selon des modalités contrôlées par les autorités de supervision compétentes.

Depuis le 1er janvier 2014, le Règlement CRR instaurant les méthodes de calcul du ratio de solvabilité, a défini ce dernier comme le rapport entre le total des fonds propres prudentiels et la somme :

- du montant des expositions pondérées au titre du risque de crédit (y compris de titrisation du portefeuille bancaire) et de contrepartie calculée en utilisant l'approche standardisée ou l'approche fondée sur les notations internes selon l'entité ou l'activité du Groupe concernée ;
- des exigences de fonds propres au titre de la surveillance prudentielle du risque de marché, du risque d'ajustement de l'évaluation de crédit et du risque opérationnel, multipliées par un facteur égal à 12,5.

Il est rappelé que, depuis le 1er janvier 2025, le dénominateur du ratio ne peut excéder une certaine proportion des exigences de fonds propres qui s'appliqueraient sur la base d'un risque calculé selon des approches standardisées (« output floor ») ; cette limite est de 50 % en 2025.

COMPOSITION DES FONDS PROPRES PRUDENTIELS

Les fonds propres prudentiels sont répartis en trois catégories (les fonds propres de base de catégorie 1, les fonds propres additionnels de catégorie 1 et les fonds propres de catégorie 2), composés d'instruments de capital et de dettes, sur lesquels sont effectués des ajustements réglementaires.

Fonds propres de base de catégorie 1

Les instruments de fonds propres de base de catégorie 1 sont composés principalement :

- des capitaux propres comptables en part du Groupe, retraités des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée, non éligibles dans cette catégorie et de l'anticipation d'une distribution du résultat ;
- des réserves des intérêts minoritaires des entités régulées, écrêtées de leur surplus de capitalisation.

Les principaux ajustements réglementaires sont les suivants :

- gains et pertes générés par la couverture des flux de trésorerie ;
- corrections de valeur des instruments mesurés à la juste valeur, liées aux exigences d'évaluation prudente ;
- écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles, nets d'impôts différés passifs. Depuis le 31 décembre 2020, conformément au Règlement (UE) n° 2020/2176 de la Commission, certains logiciels bénéficient d'un amortissement prudentiel spécifique permettant l'application d'une pondération spécifique au lieu d'une déduction des fonds propres CET1 ;
- impôts différés actifs nets dépendant de bénéfices futurs et résultant de déficits reportables ;
- pertes attendues sur les expositions sur actions ;
- part des pertes attendues sur les encours de crédit traités selon l'approche avancée de notations internes non couverte par des provisions et autres ajustements de valeur ;
- différence négative entre le montant de la provision comptabilisée pour chaque exposition non performante et le niveau de provisionnement minimum tel que défini à l'article 47 quater du Règlement CRR ;
- tranches de titrisation pour lesquelles le Groupe a opté pour la déduction des fonds propres au lieu d'une pondération à 1 250%.

PASSAGE DES CAPITAUX PROPRES COMPTABLES AU FONDS PROPRES DE BASE DE CATEGORIE 1 (CET1)

En millions d'euros	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Capitaux propres comptables	**10 208**	**10 058**
Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée non éligibles en CET1	(1 053)	(1 053)
Intérêts minoritaires non éligibles	(572)	(374)
Variations de valeur des instruments dérivés de couverture des flux de trésorerie comptabilisées directement en capitaux propres	70	87
Ecarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles	(1 460)	(1 475)
Impôts différés actifs nets, résultant de déficits reportables	(9)	(3)
Montants négatifs résultant du calcul des montants de pertes attendues	(199)	(170)
Autres ajustements prudentiels	(41)	(52)
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1)	**6 945**	**7 018**

Fonds propres additionnels de catégorie 1

Les fonds propres additionnels de catégorie 1 sont composés d'instruments subordonnés, ayant principalement les caractéristiques suivantes :

- ils sont perpétuels et ne contiennent aucune incitation de remboursement ;
- ils ne sont pas détenus par l'établissement, ses filiales ou toute entreprise détenue à 20% ou plus ;
- ils possèdent une capacité d'absorption des pertes ;
- ils peuvent comporter une option de rachat, au plus tôt cinq ans après la date d'émission, exerçable à la discrétion de l'émetteur (sous réserve de l'autorisation du superviseur) ;
- ils ont une rémunération provenant d'éléments distribuables et pouvant être annulée sans contrainte pour l'établissement.

Cette catégorie est également constituée de réserves minoritaires non éligibles dans les fonds propres de base dans leur limite d'éligibilité.

Fonds propres de catégorie 2

Les fonds propres de catégorie 2 sont composés de dettes subordonnées ne comportant pas d'incitation de rachat, ainsi que de réserves minoritaires non éligibles dans les fonds propres de catégorie 1 dans leur limite d'éligibilité à cette catégorie. Une décote prudentielle est appliquée aux dettes subordonnées de maturité résiduelle inférieure à 5 ans.

Les déductions prudentielles des fonds propres de catégorie 2 concernent principalement les détentions d'instruments de fonds propres de catégorie 2 d'entités financières significatives.

BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE

FONDS PROPRES PRUDENTIELS

En millions d'euros	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Fonds propres de base de catégorie 1 : instruments et réserves		
Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	5 657	5 407
dont actions ordinaires	*5 657*	*5 407*
Bénéfices non distribués	2 592	2 912
Autres éléments du résultat global accumulés (et autres réserves, pour inclure les gains et pertes non réalisés conformément au référentiel comptable applicable)	(164)	(132)
Intérêts minoritaires (montant autorisé en CET1 consolidé)	694	759
Bénéfices intermédiaires, nets de charge et de tout dividende prévisible, ayant fait l'objet d'un contrôle indépendant		
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1) AVANT AJUSTEMENTS RÈGLEMENTAIRES	**8 780**	**8 946**
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) : ajustements règlementaires	**(1 835)**	**(1 928)**
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1)	**6 945**	**7 018**
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : instruments	**1 171**	**1 171**
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : ajustements règlementaires	**42**	**38**
FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1 (AT1)	**1 213**	**1 209**
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1 (T1 = CET1 + AT1)	**8 158**	**8 227**
Fonds propres de catégorie 2 (T2) : instruments et provisions	**1 667**	**1 657**
Fonds propres de catégorie 2 (T2) : ajustements règlementaires	**0**	**-**
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2 (T2)	**1 667**	**1 657**
TOTAL DES FONDS PROPRES (TC = T1 + T2)	**9 825**	**9 884**

BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE

EVOLUTION DES FONDS PROPRES

En millions d'euros	31 décembre 2025
FONDS PROPRES DE BASE DE CATEGORIE 1 (CET1)	
31 décembre 2024	**7 018**
Fonds propres de base de catégorie 1 : instruments et réserves	**(55)**
Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	250
dont actions ordinaires	-
Réserves permanentes	*(320)*
Autres éléments du résultat global accumulés (et autres réserves, pour inclure les gains et pertes non réalisés conformément au référentiel comptable applicable)	(49)
Intérêts minoritaires (montant autorisé en CET1 consolidés)	(65)
Bénéfices non distribués	128
Bénéfices intermédiaires, nets de toute charge et de tout dividende prévisible, ayant fait l'objet d'un contrôle indépendant	-
Fonds propres de base de catégorie 1 : ajustements réglementaires	**(18)**
dont immobilisations incorporelles	13
dont écarts d'acquisition	2
dont actifs d'impôts différé dépendant de bénéfices futurs à l'exclusion de ceux résultant de différences temporelles	(6)
dont positions de titrisation déduites des fonds propres	6
dont autres ajustements	(33)
31 décembre 2025	**6 945**
FONDS PROPRES ADDITIONNELS CATÉGORIE 1 (AT1)	
31 décembre 2024	**1 209**
Fonds propres de catégorie 1 (AT1) : instruments et provisions	**4**
Fonds propres de catégorie 2 (T2) : ajustements réglementaires	**-**
31 décembre 2025	**1 213**
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2 (T2)	
31 décembre 2024	**1 657**
Fonds propres de catégorie 2 (T2) : instruments et provisions	**10**
Fonds propres de catégorie 2 (T2) : ajustements réglementaires	**-**
31 décembre 2025	**1 667**

BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE

EXIGENCES DE FONDS PROPRES ET ACTIFS PONDERES

Le tableau ci-dessous présente les montants d'actifs pondérés et d'exigences de fonds propres par type de risque. Les exigences de fonds propres représentent 8% des actifs pondérés.

ACTIFS PONDERES ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES (EU OV1)

		a	b	c
		Actifs pondérés		Exigences de fonds propres
En millions d'euros		31 décembre 2025	31 décembre 2024	31 décembre 2025
1	**Risque de crédit**	**56 026**	**58 018**	**4 482**
2	Dont approche standard	50 364	50 865	4 029
3	Dont approche NI simple (F-IRB)	-		
4	Dont approche par référencement	-	118	
EU 4a	Dont actions selon la méthode de pondération simple	-	7 035	
5	Dont approche basée sur les notations internes avancées (A-IRB)	5 662		453
6	**Risque de contrepartie**	**10**	**61**	**1**
7	Dont SACCR (dérivés)	10	0	1
8	Dont méthode du modèle interne (IMM)	-	14	-
EU 8a	Dont expositions sur CCP liées aux activités de compensation	-		-
EU 8b	Dont CVA		47	-
9	Dont autres CCR	-		-
10	**Risque d'ajustement de l'évaluation de crédit - risque de CVA**	**27**		**2**
EU 10a	Dont approche standard (SA)	-		-
EU 10b	Dont approche de base (F-BA et R-BA)	27		2
EU 10c	Dont approche simplifiée	-		-
15	**Risque de règlement**	**-**		
16	**Expositions de titrisation du portefeuille bancaire**	**464**	**324**	**37**
17	Dont approche fondée sur les notations internes (SEC-IRBA)	113	31	
18	Dont approche fondée sur les notations externes (SEC-ERBA)	191	123	
19	Dont approche standard (SEC-SA)	161		
19a	Dont expositions pondérées à 1 250 % (ou déduites des fonds propres)[1]	-		
20	**Risque de marché**	**524**	**392**	**42**
21	Dont approche standard alternative (A-SA)	524		42
EU 21a	Dont approche standard simplifiée (S-SA)	-		
	Dont approche standard	-	392	
22	Dont approche alternative fondée sur les modèles internes (A-IMA)	-		
	Dont approche fondée sur les modèles internes (IMA)	-		
24	**Risque opérationnel**	**5 648**	**5 324**	**452**
	Dont approche de base	-	222	
	Dont approche standard	-	1 418	
	Dont approche par mesure avancée (AMA)	-	3 683	
25	**Montants inférieurs aux seuils de déduction (soumis à pondération de 250 %)[2]**	**2 325**	**1 703**	**186**
26	**Plancher de fonds propres appliqué (%) (« output floor »)**	**0**		
27	**Ajustement pour l'*output floor* (avant application du plafond transitoire)**	**-**		
28	**Ajustement pour l'*output floor* (après application du plafond transitoire)**	**-**		
29	**TOTAL**	**62 699**	**65 823**	**5 016**

[1] Le groupe a opté pour l'approche par déduction plutôt qu'une pondération à 1250%. Le montant des expositions de titrisation du portefeuille bancaire déduites des fonds propres atteint 11,3 millions d'euros au 31 décembre 2025.

[2] A compter de l'exercice 2025, les actifs pondérés pour lesquels les montants sont inférieurs aux seuils de déduction sont désormais intégrés au sein du risque de crédit, et ces montants sont également rappelés au sein de la ligne "Montants inférieurs aux seuils de déduction (soumis à pondération de 250 %)". Cette nouvelle présentation n'impacte pas le montant total des actifs pondérés.

Le montant total des actifs pondérés du Groupe au 31 décembre 2025 s'élève à 62,7 milliards d'euros contre 65,8 milliards d'euros au 31 décembre 2024. Au 31 décembre 2025, les actifs pondérés calculés en modèle interne représentent 9,2% des actifs pondérés du Groupe.

La Ventilation et le détail des actifs pondérés par type de risque sont présentés dans les sections concernées.

Les montants inférieurs aux seuils de déduction des fonds propres prudentiels correspondent aux éléments d'actifs pondérés à 250% conformément à l'article 48 du Règlement (UE) n° 575/2013. Ils incluent principalement :

- Les établissements de crédit ou financiers consolidés par mise en équivalence ;
- Les participations financières significatives, dans les établissements de crédit ou financiers détenus à plus de 10% ;
- Les actifs d'impôts différés dépendant de bénéfices futurs et résultant de différences temporelles.

COMPARAISON ACTIFS PONDERES : MODELES INTERNES VS METHODE STANDARDISEES (EU CMS1)

		a	b	c	d	EU d
	En millions d'euros	Montants d'exposition pondérés (RWEA) au 31 décembre 2025				
		RWEA pour les approches modélisées que les établissements sont autorisés à utiliser par l'autorité de supervision	RWEA pour les portefeuilles pour lesquels des approches standard sont utilisées	RWEA effectifs totaux	RWEA calculés selon l'approche standard complète (1)	RWEA servant de base pour l'output floor
1	Risque de crédit (à l'exclusion du risque de crédit de contrepartie)	5 662	50 364	56 026	58 122	58 122
2	Risque de contrepartie	-	10	10	285	249
3	Ajustement de l'évaluation de crédit	-	27	27	27	27
4	Expositions de titrisation dans le portefeuille bancaire	113	351	464	464	439
5	Risque de marché	-	524	524	638	638
6	Risque opérationnel	-	5 648	5 648	5 648	5 648
7	Autres montants d'exposition pondérés	-		-	-	-
8	**Total**	**5 775**	**56 924**	**62 699**	**65 184**	**65 123**

(1) Correspond au montant d'exposition pondéré qui serait utilisé à la fin de la période transitoire pour l'application du plancher en capital afin de comparer le total des actifs pondérés déterminés en application des méthodes standardisées (sans application des dispositions transitoires prévues à l'article 465 du Règlement CRR et le total des actifs pondérés calculés en application des approches utilisant des modèles internes, conformément à l'article 92 points (5) et (6) du Règlement CRR.

ADEQUATION DES FONDS PROPRES ET ANTICIPATION DES BESOINS EN CAPITAL

EXIGENCE LIEES A LA REGLEMENTATION BANCAIRE

Au 31 décembre 2025, le Groupe BNP Paribas Personal Finance est tenu de respecter au titre du pilier 1 et des exigences complémentaires dites « coussins » un ratio minimum de fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) permettant de couvrir :

- 4,5% au titre du Pilier 1,
- 2,5% de coussin de conservation (réserve de fonds propres permettant d'absorber les pertes dans une situation d'intense stress économique),
- 0,84% au titre du P2R[1] (réserve de fonds propres destinée à couvrir les risques non couvert ou sous-estimé dans le Pilier 1),
- 0,23% de coussin pour le risque systémique (le coussin pour risque systémique vise à limiter les risques systémiques ou macroprudentiels non cycliques à long terme),
- 0,66%[2] pour le Groupe BNP Paribas Personal Finance au titre du coussin contracyclique (réserve de fonds propres à libérer en cas de récession de l'économie).

EXIGENCE DE PILIER 2

Le deuxième pilier de l'accord de Bâle, tel que transposé dans la CRD IV, prévoit que le superviseur détermine si les dispositions, stratégies, procédures et mécanismes mis en œuvre par le Groupe BNP Paribas Personal Finance d'une part, et les fonds propres qu'il détient d'autre part, garantissent une gestion et une couverture adéquates de ses risques. Cet exercice d'évaluation par les superviseurs de l'adéquation des dispositifs et des fonds propres aux niveaux de risques présentés par les établissements bancaires est désigné dans la règlementation sous le sigle de SREP (Supervisory Review Evaluation Process).

L'ICAAP (Internal Capital Adequacy Assessment Process) est le processus annuel par lequel les établissements évaluent l'adéquation de leurs fonds propres avec leurs mesures internes du capital requis pour couvrir les risques générés par leurs activités usuelles.

[1] *Pillar 2 Requirement.*
[2] *Le coussin de fonds propres contracyclique est calculé comme étant la moyenne pondérée des taux de coussin contracyclique qui s'appliquent dans les pays où sont situées les expositions de crédit pertinentes du Groupe BNP Paribas Personal Finance.*

L'ICAAP au sein du Groupe BNP Paribas Personal Finance s'articule autour de deux axes principaux, tels que décrits dans le guide ICAAP de la Banque Centrale Européenne : la vérification de l'adéquation des capitaux propres aux exigences et la planification des besoins en capital.

La planification des besoins en capital s'appuie sur les données financières réalisées et estimées les plus récentes au moment de l'exercice. Elles sont utilisées pour projeter les ressources et les besoins futurs en capital, en intégrant notamment le respect des exigences règlementaires, l'objectif d'une notation de très haute qualité destinée à préserver ses capacités d'origination, les objectifs de développement commercial du Groupe ainsi que les changements règlementaires à venir.

Les exigences réglementaires visent à s'assurer de la présence en quantité suffisante de passifs susceptibles d'absorber des pertes ou pouvant être convertis en fonds propres. Elles consistent en :

- un ratio TLAC (*Total Loss Absorbing Capacity*) à respecter pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SIIs) dont BNP Paribas Personal Finance ne fait pas partie ;
- un ratio MREL (*Minimum Requirement for own funds and Eligible Liabilities*) applicable à l'ensemble des établissements européens dont BNP Paribas Personal Finance fait partie.

MREL

Le MREL (Minimum Requirement for own funds and Eligible Liabilities) est une exigence réglementaire qui impose de maintenir un niveau minimal de fonds propres et de passifs éligibles pour absorber les pertes et faciliter la résolution d'un établissement financier en cas de crise. Elle s'applique à l'ensemble des établissements de crédit et entreprises d'investissement de l'Union européenne depuis le 1er janvier 2024.

BNP Paribas Personal Finance est assujettie à cette exigence sur base individuelle.

Au 31 décembre 2025, BNP Paribas Personal Finance dépasse l'exigence de MREL qui lui est imposée.

BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE

CAPACITE INTERNE D'ABSORPTION DES PERTES (EU ILAC)

En million d'euros		31 décembre 2025		
		Exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles	Exigence en matière de fonds propres et d'engagements éligibles applicable aux EISm non UE	Informations qualitatives
		MREL	TLAC	
Exigence applicable et niveau d'application				
EU-1	L'entité est-elle soumise à une exigence en matière de fonds propres et d'engagements éligibles applicable aux EISm non UE ? (O/N)			N
EU-2	Si la réponse à la ligne EU-1 est « Oui », l'exigence est-elle applicable sur base consolidée ou sur base individuelle ? (C/I)			N/A
EU-2a	L'entité est-elle soumise à une MREL interne ? (O/N)			O
EU-2b	Si la réponse à la ligne EU-2a est « Oui », l'exigence est-elle applicable sur base consolidée ou sur base individuelle ? (C/I)			I
Fonds propres et engagements éligibles		**3 781**		
EU-3	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	7 926		
EU-4	Fonds propres additionnels de catégorie 1 éligibles			
EU-5	Fonds propres de catégorie 2 éligibles			
EU-6	Fonds propres éligibles	**7 926**		
EU-7	Engagements éligibles			
EU-8	*Dont : garanties autorisées*			
EU-9a	(Ajustements) (*)	(4 163)		
EU-9b	Éléments de fonds propres et d'engagements éligibles après ajustements	18		
Montant total d'exposition au risque et mesure de l'exposition totale				
EU-10	Montant total d'exposition au risque (TREA)	18 163		
EU-11	Mesure de l'exposition totale (TEM)	20 274		
Ratio des fonds propres et des engagements éligibles				
EU-12	Fonds propres et engagements éligibles en pourcentage du TREA	20,8%		
EU-13	*dont : garanties autorisées*			
EU-14	Fonds propres et engagements éligibles en pourcentage de la TEM	18,7%		
EU-15	*dont : garanties autorisées*			
EU-16	Fonds propres de base de catégorie 1 (en pourcentage du TREA) disponibles une fois que les exigences de l'entité sont remplies	5,4%		
EU-17	Exigence globale de coussin de fonds propres spécifique à l'établissement			
Exigences				
EU-18	Exigence exprimée en pourcentage du TREA	15,4%		
EU-19	*dont : partie de l'exigence pouvant être remplie au moyen d'une garantie*			
EU-20	Exigence exprimée en pourcentage de la TEM	5,9%		
EU-21	*dont : partie de l'exigence pouvant être remplie au moyen d'une garantie*			
Pour mémoire				
EU-22	**Montant total des engagements exclus visés à l'article 72** bis, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 575/2013			

(*) *Déduction des instruments MREL émis par Findomestic, Banco Cetelem Spain et Stellantis Bank France et souscrits par BNP Paribas Personal Finance SA.*

En million d'euros		31 décembre 2024		
		Exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles	Exigence en matière de fonds propres et d'engagements éligibles applicable aux EISm non UE	Informations qualitatives
		MREL	TLAC	
Exigence applicable et niveau d'application				
EU-1	L'entité est-elle soumise à une exigence en matière de fonds propres et d'engagements éligibles applicable aux EISm non UE ? (O/N)			N
EU-2	Si la réponse à la ligne EU-1 est « Oui », l'exigence est-elle applicable sur base consolidée ou sur base individuelle ? (C/I)			N/A
EU-2a	L'entité est-elle soumise à une MREL interne ? (O/N)			O
EU-2b	Si la réponse à la ligne EU-2a est « Oui », l'exigence est-elle applicable sur base consolidée ou sur base individuelle ? (C/I)			I
Fonds propres et engagements éligibles		**4 061**		
EU-3	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	5 869		
EU-4	Fonds propres additionnels de catégorie 1 éligibles	600		
EU-5	Fonds propres de catégorie 2 éligibles	676		
EU-6	Fonds propres éligibles	**7 145**		
EU-7	Engagements éligibles			
EU-8	*dont : garanties autorisées*			
EU-9a	(Ajustements) (*)	(3 101)		
EU-9b	Éléments de fonds propres et d'engagements éligibles après ajustements	18		
Montant total d'exposition au risque et mesure de l'exposition totale				
EU-10	Montant total d'exposition au risque (TREA)	20 217		
EU-11	Mesure de l'exposition totale (TEM)	21 774		
Ratio des fonds propres et des engagements éligibles				
EU-12	Fonds propres et engagements éligibles en pourcentage du TREA	20,1%		
EU-13	*dont : garanties autorisées*			
EU-14	Fonds propres et engagements éligibles en pourcentage de la TEM	18,7%		
EU-15	*dont : garanties autorisées*			
EU-16	Fonds propres de base de catégorie 1 (en pourcentage du TREA) disponibles une fois que les exigences de l'entité sont remplies	4,9%		
EU-17	Exigence globale de coussin de fonds propres spécifique à l'établissement			
Exigences				
EU-18	Exigence exprimée en pourcentage du TREA	15,2%		
EU-19	*dont : partie de l'exigence pouvant être remplie au moyen d'une garantie*			
EU-20	Exigence exprimée en pourcentage de la TEM	5,9%		
EU-21	*dont : partie de l'exigence pouvant être remplie au moyen d'une garantie*			
Pour mémoire				
EU-22	**Montant total des engagements exclus visés à l'article 72** bis, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 575/2013			

(*) *Déduction des instruments MREL émis par Findomestic, Banco Cetelem Spain et Stellantis Bank France et souscrits par BNP Paribas Personal Finance SA.*

Au 31 décembre 2025, le ratio MREL interne sur une base individuelle de BNP Paribas Personal Finance s'élève à 20,8% des actifs pondérés, en hausse par rapport au 31 décembre 2024 (+70bp). Le Groupe est ainsi au-dessus du niveau minimal d'exigence de 15,4%

Au 31 décembre 2025, le ratio MREL interne sur une base individuelle de la société s'élève à 18,65% des expositions de levier, stable par rapport au 31 décembre 2024. Ce ratio est à comparer à une exigence minimale de 5,92%.

HIERARCHIE DES CREANCIERS DE L'ENTITE BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE SA QUI N'EST PAS UNE ENTITE DE RESOLUTION (EU TLAC2B)

		31 décembre 2025			
		Rang dans la hiérarchie des créanciers en cas d'insolvabilité			
En millions d'euros		1	2	3	TOTAL
1					
2	Description du rang en cas d'insolvabilité	Fonds propres CET1	Fonds propres AT1	Fonds propres T2	
3					
4					
5					
6	Fonds propres et engagements éligibles aux fins de la MREL interne	8 386	930	964	10 280
7	*dont : échéance résiduelle ≥ 1 an et < 2 ans*			*5*	5
8	*dont : échéance résiduelle ≥ 2 ans et < 5 ans*				0
9	*dont : échéance résiduelle ≥ 5 ans et < 10 ans*			*940*	940
10	*dont : échéance résiduelle ≥ 10 ans, mais à l'exclusion des titres perpétuels*			*18*	18
11	*dont : titres perpétuels*	*8 386*	*930*		9 316

		31 décembre 2024			
		Rang dans la hiérarchie des créanciers en cas d'insolvabilité			
En millions d'euros		1	2	3	TOTAL
1					
2	Description du rang en cas d'insolvabilité	Fonds propres CET1	Fonds propres AT1	Fonds propres T2	
3					
4					
5					
6	Fonds propres et engagements éligibles aux fins de la MREL interne	7 694	930	965	9 589
7	*dont : échéance résiduelle ≥ 1 an et < 2 ans*				0
8	*dont : échéance résiduelle ≥ 2 ans et < 5 ans*				0
9	*dont : échéance résiduelle ≥ 5 ans et < 10 ans*			*940*	940
10	*dont : échéance résiduelle ≥ 10 ans, mais à l'exclusion des titres perpétuels*			*18*	18
11	*dont : titres perpétuels*	*7 694*	*930*		8 624

RATIO DE LEVIER

L'objectif principal du ratio de levier est de servir de mesure complémentaire aux exigences de fonds propres fondées sur les risques (principe de filet de sécurité – *back stop*). Il est calculé comme le rapport entre les fonds propres Tier 1 et une mesure d'exposition calculée à partir des engagements de bilan et d'hors-bilan évalués selon une approche prudentielle. Les instruments dérivés et les opérations de pension font notamment l'objet de retraitements spécifiques.

Au niveau européen, l'application de l'exigence de ratio de levier s'est effectuée de manière progressive conformément aux dispositions prévues dans le règlement CRR :

- jusqu'au 28 juin 2021, le ratio de levier ne faisait l'objet que d'une exigence de déclaration au superviseur (BCE) et d'une obligation de publication au titre du Pilier 3 ;
- entre le 29 juin 2021 et le 31 décembre 2022, les établissements sont soumis à une exigence minimale de ratio de levier de 3 % ;
- BNP Paribas Personal Finance n'est pas un établissement d'importance systémique mondiale et n'est donc pas assujetti au coussin complémentaire.
- BNP Paribas Personal Finance n'est soumise à aucune autre exigence supplémentaire.

Le ratio de levier de BNP Paribas Personal Finance s'élève à 8,54 % au 31 décembre 2025 contre 8,50 % au 31 décembre 2024. Il est supérieur à l'exigence de levier de 3% applicable.

BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE

RAPPROCHEMENT ENTRE ACTIF COMPTABLES ET EXPOSITIONS AUX FINS DU RATIO DE LEVIER (EU LR1)

	En millions d'euros	a 31 décembre 2025	31 décembre 2024
1	Total de l'actif selon les états financiers publiés	92 326	95 402
2	Ajustement pour les entités consolidées d'un point de vue comptable mais qui n'entrent pas dans le périmètre de consolidation prudentielle	3 363	5 627
3	(Ajustement pour les expositions titrisées qui satisfont aux exigences de transfert de risque significatif)		
4	(Ajustement pour l'exemption temporaire des expositions sur les banques centrales)		
5	(Ajustement pour actifs fiduciaires comptabilisés au bilan conformément au référentiel comptable applicable mais exclus de la mesure totale de l'exposition au titre de l'article *429* bis, paragraphe 1, point i), du CRR)		
6	Ajustement pour achats et ventes normalisés d'actifs financiers faisant l'objet d'une comptabilisation à la date de transaction		
7	Ajustement pour les transactions éligibles des systèmes de gestion centralisée de la trésorerie		
8	Ajustement pour instruments financiers dérivés	117	1 589
9	Ajustement pour les opérations de financement sur titres (SFT)[(1)]	0	
10	Ajustement pour les éléments de hors-bilan (résultant de la conversion des expositions de hors-bilan en montants de crédit équivalents)	3 334	3 014
11	(Ajustement pour les corrections de valeur à des fins d'évaluation prudente et les provisions spécifiques et générales déduit des fonds propres de catégorie 1)		(2)
11a	(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 *bis*, paragraphe 1, point (c) et point (ca), du CRR)		
11b	(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 *bis*, paragraphe 1, point j), du CRR)	(2 002)	(5 760)
12	Autres ajustements	(1 633)	(3 088)
13	**MESURE TOTALE DE L'EXPOSITION AUX FINS DU RATIO DE LEVIER**	**95 505**	**96 783**

(1) Opérations de pension et de prêts/emprunts de titres.

BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE

RATIO DE LEVIER - DECLARATION COMMUNE (EU LR2)

		a	b
	En millions d'euros	31 décembre 2025	31 décembre 2024
	Expositions au bilan (excepté dérivés et SFT (*))		
1	Éléments du bilan (dérivés, SFT (*) et actifs fiduciaires exclus, mais sûretés incluses)	95 270	100 277
2	Montant des sûretés fournies pour des dérivés, lorsqu'elles sont déduites des actifs du bilan selon le référentiel comptable applicable		
3	(Déduction des créances comptabilisées en tant qu'actifs pour la marge de variation en espèces fournie dans le cadre de transactions sur dérivés)		
4	(Ajustement pour les titres reçus dans le cadre d'opérations de financement sur titres qui sont comptabilisés en tant qu'actifs)		
5	(Ajustements pour risque de crédit général des éléments inscrits au bilan)		
6	(Actifs déduits lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1)	(1 633)	(1 598)
7	**Total des expositions au bilan (dérivés, SFT (*) et actifs fiduciaires exclus) (somme des lignes 1 à 6)**	**93 638**	**98 679**
	Expositions sur dérivés		
8	Coût de remplacement de toutes les transactions dérivées (net des marges de variation en espèces éligibles)	419	739
8a	Dérogation pour dérivés : contribution des coûts de remplacement selon l'approche standard simplifiée		
9	Montants de majoration pour l'exposition future potentielle associée à des opérations sur dérivés SA-CCR	117	111
9a	Dérogation pour dérivés : contribution de l'exposition potentielle future selon l'approche standard simplifiée		
9b	Exposition déterminée par application de la méthode de l'exposition initiale		
10	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (SA-CCR)		
10a	(jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (approche standard simplifiée)		
10b	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients (méthode de l'exposition initiale)		
11	Valeur notionnelle effective ajustée des dérivés de crédit vendus		
12	(Différences notionnelles effectives ajustées et déductions des majorations pour les dérivés de crédit vendus)		
13	**Total des expositions sur dérivés (somme des lignes 8 à 12)**	**536**	**850**
	Expositions sur SFT (*)		
14	Actifs SFT (*) bruts (sans prise en compte de la compensation) après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes		
15	(Valeur nette des montants en espèces à payer et à recevoir des actifs SFT (*) bruts)		
16	Exposition au risque de contrepartie pour les actifs SFT (*)		
16a	Dérogation pour SFT (*) : Exposition au risque de contrepartie conformément à l'article 429 ter, paragraphe 4, et à l'article 222 du règlement (UE) n° 575/2013		
17	Expositions lorsque l'établissement agit en qualité d'agent		
17a	(Jambe CCP exemptée des expositions pour SFT (*) compensées par le client)		
18	**Total des expositions sur opérations de financement sur titres (somme des lignes 14 à 18)**		
	Autres expositions de hors bilan		
19	Expositions de hors bilan en valeur notionnelle brute	21 380	20 592
20	(Ajustements pour conversion en montants de crédit équivalents)	(18 046)	(17 577)
21	(Provisions générales déduites lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1 et provisions spécifiques associées aux expositions de hors-bilan)		
22	**Autres expositions de hors bilan (somme des lignes 19 à 21)**	**3 334**	**3 014**
	Expositions exemptées au titre de l'article 429, paragraphes 7 et 14, du règlement (UE) n° 575/2013 (expositions au bilan et hors bilan)		
22a	(Expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article CRR 429 bis, paragraphe 1.c)		
22b	(Expositions exemptées en vertu de l'article CRR 429 bis, paragraphe 1.j (au bilan et hors bilan))	(2 002)	(5 760)
22c	(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement – Investissements publics)		
22d	(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement – Prêts incitatifs)		
22e	(Exclusions d'expositions découlant du transfert de prêts incitatifs par des banques (ou unités de banques) qui ne sont pas des banques publiques de développement)		
22f	(Exclusions de parties garanties d'expositions résultant de crédits à l'exportation)		
22g	(Exclusions de sûretés excédentaires déposées auprès d'agents tripartites)		
22h	(Exclusions de services liés aux DCT fournis par les établissements/DCT, en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point o), du CRR)		

22i	(Exclusions de services liés aux DCT fournis par des établissements désignés, en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point p), du CRR)		
22j	(Réduction de la valeur d'exposition des crédits de préfinancement ou intermédiaires)		
22k	**(Total des expositions exemptées) (somme des lignes 22a à 22j)**	**(2 002)**	**(5 760)**
	Fonds propres et mesure de l'exposition totale		
23	**Fonds propres de catégorie 1 (tier 1)**	**8 158**	**8 227**
24	**Mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier**	**95 505**	**96 783**
25	**RATIO DE LEVIER**	**8,54%**	**8,50%**
EU-25	Ratio de levier (hors incidence de l'exemption des investissements publics et des prêts incitatifs) (%)	8,54%	8,50%
25a	Ratio de levier (hors incidence d'exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) (%)	8,54%	8,50%
	Exigences de ratio de levier		
26	Exigence réglementaire de ratio de levier minimal (%)	3,00%	3,00%
26a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%)		
26b	*dont: à constituer avec des fonds propres CET1*		
27	Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)		
27a	Exigence de ratio de levier global (%)	3,00%	3,00%
	Choix en matière de dispositions transitoires et montant des actifs fiduciaires décomptabilisés		
EU-27b	Montant des actifs fiduciaires décomptabilisés au titre de l'article 429, paragraphe 11, du règlement (UE) n° 575/2013.		
	Publication des valeurs moyennes		
28	Moyenne des valeurs quotidiennes des actifs SFT (*) bruts, après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants		
29	Valeur de fin de trimestre des actifs SFT (*) bruts, après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants		
30	Mesure de l'exposition totale (en incluant l'incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs SFT (*) bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	95 505	96 783
30a	Mesure de l'exposition totale (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs SFT (*) bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	95 505	96 783
31	Ratio de levier (en incluant l'incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs SFT (*) bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	**8,54%**	**8,50%**
31a	Ratio de levier (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs SFT (*) bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	**8,54%**	**8,50%**

(*) *Opérations de pension et de prêts/emprunts de titres.*

VENTILATION DES EXPOSITIONS AU BILAN EXCEPTE DERIVES, SFT ET EXPOSITIONS EXEMPTEES (EU LR3)

		a	
En millions d'euros		**31 décembre 2025**	**31 décembre 2024**
EU-1	**Total des expositions au bilan (excepté dérivés, SFT (1) et expositions exemptées), dont :**	**93 268**	**94 517**
EU-2	Expositions du portefeuille de négociation		
EU-3	Expositions du portefeuille bancaire, dont :	93 268	94 517
EU-4	Obligations garanties		
EU-5	Expositions considérées comme souveraines	2 766	1 875
EU-6	Expositions aux gouvernements régionaux, banques multilatérales de développement, organisations internationales et entités du secteur public non considérés comme des emprunteurs souverains	15	
EU-7	Établissements	626	936
EU-8	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	9 042	8 854
EU-9	Expositions sur la clientèle de détail	54 143	57 276
EU-10	Entreprises	9 936	10 047
EU-11	Expositions en défaut	1 943	2 091
EU-12	Autres expositions (notamment actions, titrisations et autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit)	14 797	13 438

(1) *Opérations de pension et de prêts/emprunts de titres.*

3. RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est défini comme la conséquence liée à la probabilité que l'emprunteur ou une contrepartie ne remplisse pas ses obligations conformément aux conditions convenues. L'évaluation de cette probabilité de défaut et du taux de recouvrement du prêt ou de la créance en cas de défaut est un élément essentiel de l'évaluation de la qualité du crédit.

Par ailleurs, les tableaux EU CR4, EU CR5, EU CR6, EU CR7, EU CR7-A et EU CR10 évoluent à la suite du dernier amendement au Règlement CRR pour refléter une décomposition des expositions au risque de crédit selon des axes permettant une lecture plus fine des pondérations applicables, et notamment selon des dimensions contreparties plus détaillées. Ces tableaux intègrent également le détail des expositions pour lesquelles le Groupe recourt désormais à des modèles internes de base (ou « fondation », incluant une modélisation de la probabilité de défaut), notamment applicables pour les établissements de crédit et les grandes entreprises, approche à laquelle le Groupe n'avait pas recours précédemment.

DIVERSIFICATION DE L'EXPOSITION AU RISQUE DE CREDIT

L'exposition brute du Groupe au risque de crédit s'élève à 110,0 milliards d'euros au 31 décembre 2025, contre 118,2 milliards d'euros au 31 décembre 2024.

Ce portefeuille, analysé ci-après en termes de diversification, recouvre l'ensemble des expositions au risque de crédit présenté dans le tableau Ventilation géographique du portefeuille de risque de crédit (EU CRB-C).

Le tableau ci-après présente le montant des expositions brutes de l'ensemble des actifs du Groupe BNP Paribas Personal Finance, y compris les titres à revenu fixe, exposés au risque de crédit. Ces montants d'exposition s'appuient sur la valeur comptable brute des actifs financiers. Ils ne tiennent pas compte des garanties reçues ni des sûretés obtenues par le Groupe dans le cadre de son activité courante de gestion du risque de crédit.

Risque résultant de concentration individuelle

Le risque de concentration individuelle du portefeuille fait l'objet d'une surveillance régulière. Il est évalué sur la base du montant total des engagements au niveau des clients ou des groupes de clients, selon les deux types de surveillance suivants :

Surveillance des grands risques

L'article 395 du règlement CRR établit une limite de 25 % des fonds propres de la Banque pour les expositions par groupe de clients (après exemptions et prise en compte des techniques d'atténuation du risque de crédit). Le Groupe BNP Paribas Personal Finance se situe en deçà des seuils de concentration fixés par cette règlementation. Aucun client ou groupe de clients ne voit ses expositions (telles que définies ci-dessus) atteindre cette limite de 25 % des fonds propres de la Banque.

Surveillance via des politiques sur les risques de concentration individuelle

Les politiques sur les risques de concentration individuelle sont intégrées aux politiques du Groupe sur la concentration. Leur vocation est de permettre l'identification et la surveillance rapprochée de chaque groupe d'activités présentant une concentration excessive des risques, afin d'anticiper et de gérer les risques de concentration individuelle par rapport au Risk Appetite Statement du Groupe.

Diversification géographique

Le risque « pays » se définit comme la somme des risques portés sur les débiteurs opérant dans le pays considéré. Il se distingue du risque souverain qui est celui de la puissance publique et de ses démembrements ; il traduit l'exposition de la Banque à un environnement économique et politique homogène qui fait partie de l'appréciation de la qualité de la contrepartie.

La ventilation géographique présentée ci-après repose sur le pays de résidence de la contrepartie. Les expositions du Groupe se situent majoritairement en Europe qui représente 97 % du total des expositions du Groupe.

BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE

VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DU PORTEFEUILLE DE RISQUE DE CRÉDIT (EU CRB-C)

Expositions *En millions d'euros*	31 décembre 2025									
							Europe [1]	Asie Pacifique	Reste du Monde	
	Total Europe	France	Italie	Royaume-Uni	Allemagne	Espagne	Autres pays d'Europe	Total Asie Pacifique	Total Reste du monde	TOTAL
Administrations centrales et banques centrales										
Établissements										
Entreprises										
Clientèle de détail	**16 463**	16 458	0	0	0	0	5	0	1	**16 464**
Autres actifs risqués										**0**
TOTAL APPROCHE IRBA	**16 463**	**16 458**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5**	**0**	**1**	**16 464**
Administrations centrales et banques centrales	**2 718**	178	1 636	145	401	178	180	**0**	**25**	**2 743**
Administrations régionales ou locales	**23**	6	1	0	15	0	0	**0**	**0**	**23**
Entités du secteur public	**1**	0	1	0	0	0	0	**0**	**0**	**1**
Banques multilatérales de développement	**0**	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**	**0**
Organisations internationales	**22**	11	8	0	0	3	0	**0**	**0**	**22**
Établissements	**2 739**	705	689	14	21	624	685	**3**	**54**	**2 796**
Entreprises	**14 025**	2 245	1 041	3 154	4 578	1 650	1 358	**0**	**2**	**14 027**
Clientèle de détail	**48 416**	5 828	22 676	2 074	2 743	10 351	4 743	**1**	**1 198**	**49 616**
Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers et expositions ADC [2]	**9 050**	2 480	3	644	10	2 451	3 462	**17**	**59**	**9 125**
Expositions en défaut	**2 866**	723	756	67	97	725	498	**1**	**174**	**3 040**
Expositions sous la forme de parts ou d'actions d'OPC										
Actions	**333**	196	0	0	0	118	19	**336**	**5**	**674**
Autres actifs risqués	**11 478**	2 055	722	2 535	5 234	174	757	**0**	**28**	**11 507**
TOTAL APPROCHE STANDARD	**91 671**	**14 428**	**27 533**	**8 634**	**13 100**	**16 274**	**11 702**	**358**	**1 545**	**93 575**
TOTAL	**108 135**	**30 886**	**27 533**	**8 634**	**13 100**	**16 275**	**11 707**	**358**	**1 546**	**110 039**

[1] sur le périmètre de l'Union européenne, de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et du Royaume-Uni.

[2] Acquisition de terrains, promotion immobilière et construction.

Expositions *En millions d'euros*	31 décembre 2024									
							Europe [*]	Asie Pacifique	Reste du Monde	
	Total Europe	France	Italie	Royaume-Uni	Allemagne	Espagne	Autres pays d'Europe	Total Asie Pacifique	Total Reste du monde	TOTAL
Administrations centrales et banques centrales	-									-
Établissements	-									-
Entreprises	-									-
Clientèle de détail	**17 651**	17 643		1		1	6		2	**17 653**
Autres actifs risqués	-									-
TOTAL APPROCHE IRBA	**17 651**	**17 643**		**1**		**1**	**6**		**2**	**17 653**
Administrations centrales et banques centrales	**1 804**	242	769	178	450	115	51	**34**	**19**	**1 857**
Administrations régionales ou locales	**15**	5	2		8	-	1	-	-	**15**
Entités du secteur public	**2**		1	-	-	-	-	-	-	**2**
Banques multilatérales de développement	-									-
Organisations internationales	**22**	11	8	-	-	3	()	-	-	**22**
Établissements	**6 529**	4 369	764	36	50	673	637		**51**	**6 580**
Entreprises	**12 096**	3 085	1 089	2 876	2 920	1 589	537	**64**	-	**12 160**
Clientèle de détail	**52 478**	6 117	22 809	2 250	3 660	12 221	5 422	**2 146**	**1 147**	**55 772**
Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	**9 235**	2 507	4	732	12	2 423	3 558	**20**	**67**	**9 322**
Expositions en défaut	**3 296**	832	1 047	83	81	505	748	**1**	**206**	**3 502**
Expositions sous la forme de parts ou d'actions d'OPC	-									-
Actions	**301**	194	-	-	-	107		**13**	**4**	**318**
Autres actifs risqués	**10 785**	1 899	563	2 479	4 994	195	655	**190**	**20**	**10 996**
TOTAL APPROCHE STANDARD	**96 565**	**19 261**	**27 055**	**8 635**	**12 174**	**17 830**	**11 609**	**2 468**	**1 514**	**100 546**
TOTAL	**114 216**	**36 904**	**27 055**	**8 635**	**12 174**	**17 831**	**11 616**	**2 468**	**1 515**	**118 199**

(*) sur le périmètre de l'Union européenne, de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et du Royaume-Uni.

BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE

APPROCHES IRB – EFFETS SUR LES ACTIFS PONDERES DES DERIVES DE CREDIT (EU CR7)

		a	b
		31 décembre 2025	
En millions d'euros		Montant d'exposition pondéré avant dérivés de crédit	Montant d'exposition pondéré effectif
1	Administrations centrales et banques centrales – approche NI simple		
EU 1a	Administrations régionales et locales – approche NI simple		
EU 1b	Entités du secteur public – approche NI simple		
2	Administrations centrales et banques centrales – approche NI avancée		
EU 2a	Administrations régionales et locales – approche NI avancée		
EU 2b	Entités du secteur public – approche NI avancée		
3	Établissements – approche NI simple		
5	Entreprises – approche NI simple		
EU 5a	Entreprises – Générales		
EU 5b	Entreprises – Financement spécialisé		
EU 5c	Entreprises – Créances achetées		
6	Entreprises – approche NI avancée		
EU 6a	Entreprises – Générales		
EU 6b	Entreprises – Financement spécialisé		
EU 6c	Entreprises – Créances achetées		
EU 8a	Clientèle de détail – approche NI avancée	5 662	5 662
9	Clientèle de détail – Expositions renouvelables éligibles (QRRE)	2 080	2 080
10	Clientèle de détail – Garanties par des biens immobiliers résidentiels		
EU10a	Clientèle de détail – Créances achetées		
EU10b	Clientèle de détail – Autres expositions sur la clientèle de détail	3 582	3 582
17	**Expositions faisant l'objet de l'approche NI simple**		
18	**Expositions faisant l'objet de l'approche NI avancée**	5 662	5 662
19	**Total des expositions**	5 662	5 662

COMPARAISON ACTIFS PONDERES : MODELES INTERNES VS METHODE STANDARDISEE (EU CMS2)

		a	b	c	d	EU d
		Montants d'exposition pondérés (RWEA) 31 décembre 2025				
	En millions d'euros	RWEA pour les approches modélisées que les établissements sont autorisés à utiliser par l'autorité de supervision	RWEA pour les portefeuilles pour lesquels des approches standard sont utilisées	RWEA effectifs	RWEA calculés selon l'approche standard complète [1]	RWEA servant de base pour l'output floor
1	Administrations centrales et banques centrales	-	-	878	878	*878*
EU 1a	Administrations régionales ou locales	-	-	9	9	*9*
EU 1b	Entités du secteur public	-	-	1	1	*1*
EU 1c	Classées comme banques multilatérales de développement selon l'approche standard	-	-	-	-	-
EU 1d	Classées comme organisations internationales selon l'approche standard	-	-	-	-	-
2	Établissements	-	-	556	556	*556*
3	Actions	-	-	1 685	1 685	*1 685*
5	Entreprises	-	-	7 572	7 572	*7 572*
5.1	Dont : L'approche NI simple est appliquée					
5.2	Dont : L'approche NI avancée est appliquée					
EU 5a	Dont : Entreprises – Générales	-	-	7 572	7 572	*7 572*
EU 5b	Dont : Entreprises – Financement spécialisé					
EU 5c	Dont : Entreprises – Créances achetées	-	-	419	419	*419*
6	Clientèle de détail	5 122	7 216	33 086	35 181	*35 181*
6.1	Dont : Clientèle de détail – Expositions renouvelables éligibles	1 896	1 843	5 072	5 019	*5 019*
EU 6.1a	Dont : Clientèle de détail – Créances achetées					
EU 6.1b	Dont : Clientèle de détail – Autres	3 225	5 374	28 014	30 162	*30 162*
6.2	Dont : Clientèle de détail – Garanties par des biens immobiliers résidentiels	-	-	2 251	2 251	*2 251*
EU 7a	Expositions classées comme garanties par des biens immobiliers et expositions ADC selon l'approche standard	-	-	2 277	2 277	*2 277*
EU 7b	Organismes de placement collectif (OPC)					
EU 7c	Expositions classées comme expositions en défaut selon l'approche standard	541	542	2 095	2 096	*2 096*
EU 7d	Expositions classées comme expositions sur créances subordonnées selon l'approche standard					
EU 7e	Expositions classées comme obligations garanties selon l'approche SA					
EU 7f	Expositions classées comme créances sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme selon l'approche standard					
8	Autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit	-	-	7 867	7 867	*7 867*
9	**Total**	**5 662**	**7 758**	**56 026**	**58 122**	***58 122***

[1] Correspond au montant d'exposition pondéré qui serait utilisé à la fin de la période transitoire pour l'application du plancher en capital afin de comparer les actifs pondérés déterminés en application de la méthode standardisée pour le risque de crédit (sans application des dispositions transitoires prévues à l'article 465 du Règlement CRR) et les actifs pondérés calculés en application de l'approches utilisant des modèles internes pour le risque de crédit, conformément à l'article 92 points (5) et (6) du Règlement CRR.

La politique de notation appliquée par le Groupe couvre l'ensemble de la banque. Le dispositif IRB est en place depuis le 1er janvier 2008 et les modèles actuels sont homologués depuis décembre 2025. Ce dispositif s'étend aux portefeuilles listés dans le paragraphe Approches retenues pour le calcul des exigences de fonds propres dans la section Expositions au risque de crédit. Des modèles internes spécifiques adaptés aux catégories d'exposition et de tiers les plus représentées dans son portefeuille de crédit ont été développés par le Groupe. Ils sont fondés sur des données internes collectées sur de longues périodes. Chacun de ces modèles est développé et entretenu par une équipe spécialisée, en coordination avec les experts RISK et métiers concernés. Par ailleurs, le respect des seuils planchers fixés par la règlementation sur ces modèles est vérifié. La banque n'utilise pas de modèles développés par des fournisseurs externes. Le développement et l'utilisation des modèles de crédit IRB sont couverts par un dispositif de contrôle comportant trois lignes de défense :

- les modèles produisant les estimations internes des paramètres de risque sont développés et maintenus par des équipes BNP Paribas Personal Finance RISK spécialisées, qui assurent également des tests de performance a posteriori (backtesting), annuellement, de chaque modèle en production ;
- une autre équipe RISK, dont l'indépendance est assurée par un rattachement direct au Directeur des Risques du Groupe, est en charge de la revue indépendante des modèles. Trois types de revues sont assurés : systématique avant la mise en œuvre de chaque modèle, annuel en ce qui concerne la revue du backtesting réalisé par la première ligne, et enfin périodique, couvrant l'ensemble des modèles IRB utilisés dans la banque suivant un plan d'audit élaboré en prenant en compte une approche par les risques ;
- enfin, chaque année, l'Inspection Générale conduit une évaluation globale des modèles et de leur gouvernance, et réalise une mission sur une zone de risque identifiée.

En outre, les équipes RISK de première et deuxième ligne de défense assurent un reporting régulier des informations les plus importantes vers le management et la Direction Générale de la banque, au travers :

- du Comité Finance Risk, qui est un comité trimestriel qui regroupe les Directeurs des fonctions Finance et RISK de BNP Paribas Personal Finance compétents au regard des sujets de modèles internes de crédit, et qui, à ce titre, est informé des principales décisions prises concernant ceux-ci, revoit annuellement les résultats de backtesting et reçoit la synthèse des résultats de la revue indépendante des modèles ;
- du Comité sur le contrôle interne (3CI, Comité de Coordination du Contrôle Interne), qui se réunit 2 fois par an pour présenter à la Direction Générale de BNP Paribas Personal Finance une vision organisée, transversale et globale de la situation de l'entité en matière de maîtrise des risques opérationnels et du contrôle permanent.

La détermination de la note de contrepartie (ou de la probabilité de défaut) et de la perte en cas de défaut est réalisée soit par la mise en œuvre de méthodes purement statistiques pour les portefeuilles dont la granularité est la plus fine (crédits aux particuliers et aux très petites entreprises), soit par une combinaison de modèles et de dires d'experts pour les autres portefeuilles.

La perte en cas de défaut reflète la perte que subirait la banque en cas de défaut de la contrepartie en période de ralentissement économique, conformément aux dispositions de la règlementation. Pour les modèles IRB, elle est évaluée, pour chaque opération, à partir du taux de récupération d'une transaction senior unsecured

Pour les modèles IRBA, la banque modélise ses propres facteurs de conversion sur les engagements revolving de financement par exploitation des chroniques internes de défaut. Les facteurs de conversion sont destinés à mesurer la quote-part des engagements hors-bilan de la banque qui seraient en risque en cas de défaillance de chacun des emprunteurs. Ce paramètre est affecté automatiquement en fonction de la nature de la transaction pour tous les portefeuilles et n'est donc pas décidé par les Comités de crédit.

Les estimations internes des paramètres de risque sont utilisées dans la gestion quotidienne de la banque conformément aux préconisations de la règlementation. Ainsi, au-delà du calcul des exigences de fonds propres, elles sont utilisées, par exemple, pour la définition des délégations, à l'octroi des crédits ou lors de leur renouvellement, pour les mesures de rentabilité, pour déterminer les provisions de portefeuille, et pour les analyses de portefeuille.

VARIATION DES ACTIFS PONDÉRÉS DU RISQUE DE CRÉDIT PAR TYPE D'EFFETS (EU CR8)

		a			
		Actifs pondérés		Exigences de fonds propres	
En millions d'euros		Total	dont approche IRB	Total	dont approche IRB
1	**31 décembre 2024**	**58 018**	**7 153**	**4 641**	**572**
2	Volume des actifs	(2 880)	(886)	(230)	(71)
3	Qualité des actifs	(252)	(15)	(20)	(1)
4	Mise à jour des modèles	(800)	(800)	(64)	(64)
5	Méthodologie et règlementation	129	(118)	10	(9)
6	Acquisitions et cessions	(1 025)		(82)	
7	Variation des taux de change	(363)		(29)	
8	Autres [1]	3 198	329	256	26
9	**31 décembre 2025**	**56 026**	**5 662**	**4 482**	**453**

Hors impact de présentation sur les actifs pondérés pour lesquels les montants sont inférieurs aux seuils de déduction (soumis à pondération de 250 %), pour un montant de + 1,7 milliards d'euros, les actifs pondérés du risque de crédit sont en baisse de – 3.7 milliards d'euros sur l'année 2025 du fait des principaux éléments suivants :

- une baisse de -2,9 milliards d'euros en lien avec l'activité (croissance des volumes plus que compensée par la mise en place de programmes de titrisation et d'assurance-crédit) ;
- une baisse de -0,3 milliards d'euros liée à l'évolution des paramètres de risque ;
- une baisse de -0,8 milliards d'euros liée à l'évolution des modèles internes en France après homologation en décembre 2025 ;
- une baisse de -0,3 milliards d'euros notamment liée à l'application au 1 janvier 2025 du Règlement CRR3 ;
- une baisse de -1 milliard d'euros liée aux effets de périmètre, principalement le changement de méthode de consolidation de 2 filiales en Chine ;
- une baisse de -0,4 milliards d'euros au titre des effets de change ;
- une augmentation des autres effets de +1.9 milliards d'euros, dont l'amortissement des plans de titrisation et la fin de garantie de couverture d'encours.

En 2025, et conformément au Règlement (UE) n°2024/3172, le Tableau n°32 EU CMS2 a été introduit et propose une lecture des expositions au risque de crédit suivant les différentes approches.

Les montants d'actifs pondérés calculés selon l'approche standard sans application des dispositions transitoires de l'article 465 du Règlement CRR (colonne d), ou bien afin de déterminer l'assiette sur laquelle s'appliquerait l'output floor à date (colonne EU d), sont présentés conformément aux normes techniques en vigueur, et s'entendent sur la base d'une hypothèse de bilan statique et sans tenir compte de la gestion dynamique de ce bilan ou de toute mesure d'atténuation, ni de possibles reports de l'application de certaines de ces dispositions. Ainsi, les éléments présentés dans la colonne d « Montants d'exposition pondérés calculés selon l'approche standard complète » excluent toute application des dispositions transitoires prévues à l'article 465 du Règlement CRR ; en revanche, ces dispositions transitoires sont prises en compte dans la colonne EU d « Montants d'expositions pondérés servant de base pour l'output floor ». Dans les deux cas, les dispositions transitoires de l'article 495 du Règlement CRR sont appliquées. Dans le tableau suivant, les encours sont ventilés selon les classes d'exposition standard règlementaires, que ces expositions soient traitées en approche IRB ou en approche standard.

RISQUE DE CREDIT : APPROCHE STANDARD

Au 31 décembre 2025, les encours traités en méthode standard représentent 85 % du montant total des expositions brutes du risque de crédit du Groupe BNP Paribas Personal Finance. Cette répartition est stable par rapport au 31 décembre 2024.

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CREDIT EN APPROCHE STANDARD PAR CLASSE D'EXPOSITION STANDARD (CR4)

		a	b	c	d	e	f
		31 décembre 2025					
		Exposition brute		Exposition nette de provisions		Valeur exposée au risque			
En millions d'euros		Exposition au bilan	Exposition hors-bilan	Exposition au bilan	Exposition hors-bilan	Exposition au bilan	Exposition hors-bilan	Actifs pondérés	Densité des actifs pondérés
1	Administrations centrales et banques centrales	2 743	0	2 743	0	3 616	0	878	24%
2	Entités du secteur public ne relevant pas de l'administration centrale	15	9	15	9	163	4	10	6%
EU 2a	Administrations régionales ou locales	14	9	14	9	14	4	9	53%
EU 2b	Entités du secteur public	1	0	1	0	150	0	1	1%
3	Banques multilatérales de développement	0	0	0	0	186	0	0	
EU 3a	Organisations internationales	22	0	22	0	22	0	0	
4	Établissements	2 677	118	2 674	118	3 048	118	556	18%
5	Obligations garanties								
6	Entreprises	10 044	3 984	9 958	3 982	10 128	140	7 572	74%
6.1	Dont : Financement spécialisé								
7	Expositions sur créances subordonnées et sur actions	674	0	674	0	674	0	1 685	250%
EU 7a	Dont expositions sur créances subordonnées								
EU 7b	Dont actions	674	0	674	0	674	0	1 685	250%
8	Clientèle de détail	38 356	11 259	37 701	11 238	37 699	939	27 965	72%
	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier								
9	Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers et expositions ADC	9 082	44	9 079	44	7 359	35	2 277	31%
9.1	Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers résidentiels – non IPRE	9 081	14	9 078	14	7 358	6	2 270	31%
9.2	Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers résidentiels – IPRE	0	30	0	30	0	30	6	20%
9.3	Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers commerciaux – non IPRE	0	0	0	0	0	0	0	75%
9.4	Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers commerciaux – IPRE								
9.5	Acquisition de terrains, promotion immobilière et construction (ADC)	1	0	1	0	1	0	1	150%
10	Expositions en défaut	2 944	96	1 467	93	1 433	34	1 554	106%
EU 10a	Créances sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme								
EU 10b	Organismes de placement collectif								
	Actions en capital	0	0	0	0	0	0	0	
EU 10c	Autres éléments	11 445	62	11 445	62	11 445	49	7 867	68%
11	Expositions présentant un risque particulièrement élevé [1]								
12	**TOTAL**	**78 002**	**15 572**	**75 779**	**15 546**	**75 774**	**1 320**	**50 364**	**65%**

[1] Notion introduite par les nouvelles dispositions du Règlement CRR définissant un traitement spécifique pour les expositions sur immobiliers générateurs de revenus (IPRE)
[2] Expositions dans le secteur de la promotion immobilière dont le niveau de risque peut être influencé par les conditions de marché.

		31 décembre 2024							
		Exposition brute		Exposition nette de provisions		Valeur exposée au risque			
En millions d'euros		Exposition au bilan	Exposition hors-bilan	Exposition au bilan	Exposition hors-bilan	Exposition au bilan	Exposition hors-bilan	Actifs pondérés	Densité des actifs pondérés
1	Administrations centrales et banques centrales	1 852	5	1 852	5	3 035	2	1 156	38%
2	Entités du secteur public ne relevant pas de l'administration centrale	12	5						
EU 2a	Administrations régionales ou locales	10	5	10	5	10	3	4	35%
EU 2b	Entités du secteur public	2	0	2	0	2	0	1	85%
3	Banques multilatérales de développement								
EU 3a	Organisations internationales	22	0	22	0	22	0	0	0%
4	Établissements	6 513	39	6 513	39	6 928	39	466	7%
5	Obligations garanties								
6	Entreprises	9 982	2 178	9 943	2 177	9 999	61	7 518	75%
6.1	Dont : Financement spécialisé								
7	Expositions sur créances subordonnées et sur actions								
EU 7a	Dont expositions sur créances subordonnées								
EU 7b	Dont actions								
8	Clientèle de détail	43 710	12 062	42 940	12 043	42 525	703	31 296	72%
9	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	9 270	52	9 229	52	7 560	45	2 726	36%
9	Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers et expositions ADC								
9.1	Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers résidentiels – non IPRE								
9.2	Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers résidentiels – IPRE								
9.3	Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers commerciaux – non IPRE								
9.4	Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers commerciaux – IPRE								
9.5	Acquisition de terrains, promotion immobilière et construction (ADC)								
10	Expositions en défaut	3 439	63	1 615	61	1 582	39	1 705	105%
EU 10a	Créances sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme								
EU 10b	Organismes de placement collectif								
	Actions en capital			318	0	318	0	795	250%
EU 10c	Autres éléments	10 592	41	10 955	41	10 955	41	6 914	63%
11	Expositions présentant un risque particulièrement élevé (1)								
12	**TOTAL**	**85 392**	**14 445**	**82 719**	**14 423**	**82 255**	**933**	**50 865**	**61%**

(1) Notion introduite par les nouvelles dispositions du Règlement CRR définissant un traitement spécifique pour les expositions sur immobiliers générateurs de revenus (IPRE).
(2) Expositions dans le secteur de la promotion immobilière dont le niveau de risque peut être influencé par les conditions de marché.

BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE

VALEUR EXPOSEE AU RISQUE DE CREDIT EN APPROCHE STANDARD (EU CR5 – PHASED-IN)

		a	b	c	d	e	f			g		h
	Taux de pondération											
	En millions d'euros	**0%**	**2%**	**4%**	**10%**	**20%**	**30%**	**35%**	**40%**	**45%**	**50%**	**60%**	**70%**
1	Administrations centrales et banques centrales	3 174				11					11		
2	Entités du secteur public ne relevant pas de l'administration centrale	149				10							
EU 2a	*Administrations régionales ou locales*					*10*							
EU 2b	*Entités du secteur public*	*149*											
3	Banques multilatérales de développement	186											
EU 3a	Organisations internationales	22											
4	Établissements	2 159				369	173				242		
5	Obligations garanties												
6	Entreprises					2 303					925		
6.1	*Dont: Financement spécialisé*												
7	Expositions sur créances subordonnées et sur actions												
EU 7a	*Dont expositions sur créances subordonnées*												
EU 7b	*Dont actions*												
8	Clientèle de détail							1 227					
	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier					6 118							
9,1	*Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers résidentiels – non IPRE(2)*					*6 088*							
9.1.1	*No loan splitting applied*												
9.1.2	*loan splitting applied (secured)*					*6 088*							
9.1.3	*loan splitting applied (unsecured)*												
9.2	*Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers résidentiels – IPRE*					*30*							
9,3	*Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers commerciaux – non IPRE*												
9.3.1	*No loan splitting applied*												
9.3.2	*loan splitting applied (secured)*												
9.3.3	*loan splitting applied (unsecured)*												
9.4	*Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers commerciaux – IPRE*												
9.5	*Acquisition de terrains, promotion immobilière et construction (ADC)*												
10	Expositions en défaut												
EU 10a	Créances sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme												
EU 10b	Organismes de placement collectif												
	Actions en capital												
10C	Autres éléments	28				5							
11	Expositions présentant un risque particulièrement élevé [3]												
12	**TOTAL**	**5 718**	**-**	**-**	**-**	**8 816**	**173**	**1 227**	**-**	**-**	**1 178**	**-**	**-**

i			j				k	l	m		n	o	p	q
														31 décembre 2025
														Valeur exposée au risque (bilan et hors-bilan)
75%	80%	90%	100%	105%	110%	130%	150%	250%	370%	400%	1250%	Autres	Total	dont non notés[1]
			120					300					3 616	3 616
			8										167	167
			7										*17*	*17*
			1										*150*	*150*
													186	186
													22	22
			50				173						3 166	2 965
													-	
15			6 947				78						10 269	9 096
													-	
								674					674	674
													-	
								674					*674*	*674*
37 411													38 638	38 638
1 272			4				1						7 394	7 394
1 272			*4*										*7 364*	*7 364*
2			*2*										*5*	*5*
													6 088	*6 088*
1 269			*1*										*1 271*	*1 271*
													30	*30*
													-	
													-	
													-	
							1						*1*	*1*
			1 205				173					89	1 467	1 467
													-	
													-	
			1 304									10 158	11 494	11 490
38 698	**-**	**-**	**9 638**	**-**	**-**	**-**	**425**	**974**	**-**	**-**	**-**	**10 247**	**77 094**	**75 716**

(1) Expositions sur des contreparties ne faisant pas l'objet d'évaluation de crédit par les agences ou organismes de notation externes.
(2) Notion introduite par les nouvelles dispositions du Règlement CRR définissant un traitement spécifique pour les expositions sur immobiliers générateurs de revenus (IPRE).
(3) Expositions dans le secteur de la promotion immobilière dont le niveau de risque peut être influencé par les conditions de marché.

BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE

		a			b	c	d	e		f			g		h
Taux de pondération															
En millions d'euros		0%	2%	4%	10%	20%	30%	35%	40%	45%	50%	60%	70%
1	Administrations centrales et banques centrales	2 284				17					255		
2	Entités du secteur public ne relevant pas de l'administration centrale					9							
EU 2a	Administrations régionales ou locales					9							
EU 2b	Entités du secteur public												
3	Banques multilatérales de développement												
EU 3a	Organisations internationales	22											
4	Établissements	5 791				602					482		
5	Obligations garanties												
6	Entreprises					2 106		4			898		
6.1	Dont : Financement spécialisé												
7	Expositions sur créances subordonnées et sur actions												
EU 7a	Dont expositions sur créances subordonnées												
EU 7b	Dont actions												
8	Clientèle de détail							1 302					
	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier							7 434					
9,1	Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers résidentiels – non IPRE[1]												
9.1.1	No loan splitting applied												
9.1.2	loan splitting applied (secured)												
9.1.3	loan splitting applied (unsecured)												
9,2	Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers résidentiels – IPRE												
9,3	Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers commerciaux – non IPRE												
9.3.1	No loan splitting applied												
9.3.2	loan splitting applied (secured)												
9.3.3	loan splitting applied (unsecured)												
9,4	Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers commerciaux – IPRE												
9,5	Acquisition de terrains, promotion immobilière et construction (ADC)												
10	Expositions en défaut												
EU 10a	Créances sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme												
EU 10b	Organismes de placement collectif												
	Actions en capital												
10C	Autres éléments	19				4							
11	Expositions présentant un risque particulièrement élevé [3]												
	Expositions présentant un risque particulièrement élevé [2]	**8 117**	**-**	**-**	**-**	**2 736**	**-**	**8 740**	**-**		**1 636**	**-**	**-**

i			j				k	l	m		n	o	p	q
													31 décembre 2024	
													Valeur exposée au risque (bilan et hors-bilan)	
75%	80%	90%	100%	105%	110%	130%	150%	250%	370%	400%	1250%	Autres	Total	dont non notés[1]
			117					363				2	**3 037**	3 037
			3									3	**14**	14
			1									3	**13**	13
			1										**2**	2
													22	22
			91										**6 966**	6 777
			7 034				18						**10 060**	9 081
													-	
													-	
													-	
41 926													**43 229**	43 229
168			3										**7 605**	7 605
			1 453				168						1 621	1 621
			820									9 791	**10 633**	10 633
42 095	**-**	**-**	**9 520**	**-**	**-**	**-**	**186**	**363**	**-**	**-**	**-**	**9 795**	**83 187**	**82 020**

(1) Expositions sur des contreparties ne faisant pas l'objet d'évaluation de crédit par les agences ou organismes de notation externes.
(2) Notion introduite par les nouvelles dispositions du Règlement CRR définissant un traitement spécifique pour les expositions sur immobiliers générateurs de revenus (IPRE).
(3) Expositions dans le secteur de la promotion immobilière dont le niveau de risque peut être influencé par les conditions de marché.

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CREDIT EN APPROCHE IRB (EU CR6 – PHASED-IN)

		a	b	c	d	e	g	h	i	j	k	l
		31 décembre 2025										
A-IRB *En millions d'euros*	Fourchette de PD	Exposition au bilan	Exposition hors-bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	EAD	PD moyenne pondérée	LGD moyenne pondérée	Échéance moyenne pondérée	Actifs pondérés (1)	Pondération	Montant des pertes anticipées (2)	Corrections de valeur et provisions (2)
		a	b	c	d	e		h	i	j	k	l
Clientèle de détail - Expositions renouvelables	0,00 à < 0,15 %	51	2 772	57%	1 708	0,10%	51%	1	52	3%	1	
	0,00 à < 0,10 %	*29*	*1 494*	*56%*	*908*	*0,10%*	*50%*	*1*	*27*	*3%*	*0*	
	0,10 à < 0,15 %	*22*	*1 277*	*58%*	*800*	*0,10%*	*51%*	*1*	*25*	*3%*	*0*	
	0,15 à < 0,25 %	5	570	61%	373	0,18%	51%	1	18	5%	0	
	0,25 à < 0,50 %	85	885	45%	511	0,37%	52%	1	46	9%	1	
	0,50 à < 0,75 %	0	0		0	0,75%	50%	1	0	16%	0	
	0,75 à < 2,50 %	501	766	36%	809	1,34%	52%	1	197	24%	6	
	0,75 à < 1,75 %	*194*	*511*	*37%*	*400*	*0,84%*	*53%*	*1*	*70*	*18%*	*2*	
	1,75 à < 2,5 %	*307*	*255*	*35%*	*409*	*1,83%*	*52%*	*1*	*127*	*31%*	*4*	
	2,50 à < 10 %	1 344	199	36%	1 452	5,58%	52%	1	981	68%	43	
	2,5 à < 5 %	*678*	*134*	*34%*	*740*	*3,80%*	*51%*	*2*	*382*	*52%*	*14*	
	5 à < 10 %	*666*	*66*	*40%*	*712*	*7,42%*	*54%*	*1*	*599*	*84%*	*28*	
	10 à < 100 %	471	28	18%	489	22,93%	54%	2	601	123%	61	
	10 à < 20 %	*338*	*14*	*22%*	*350*	*13,35%*	*54%*	*2*	*406*	*116%*	*25*	
	20 à < 30 %	*0*	*0*		*0*	*29,90%*	*50%*	*1*	*0*	*149%*	*0*	
	30 à < 100 %	*134*	*14*	*14%*	*140*	*46,97%*	*54%*	*2*	*195*	*140%*	*36*	
	100% (défaut)	313	6	0%	313	100,00%	69%	2	184	59%	179	
SOUS-TOTAL		**2 770**	**5 226**		**5 656**				**2 080**		**291**	**(159)**
Autres clientèles de détail non-PME	0,00 à < 0,15 %	2	107	63%	69	0,08%	49%	1	7	10%	0	
	0,00 à < 0,10 %	*2*	*56*	*65%*	*38*	*0,06%*	*49%*	*1*	*3*	*8%*	*0*	
	0,10 à < 0,15 %	*0*	*51*	*60%*	*31*	*0,10%*	*49%*	*1*	*4*	*12%*	*0*	
	0,15 à < 0,25 %	330	64	47%	360	0,16%	34%	1	42	12%	0	
	0,25 à < 0,50 %	445	318	41%	574	0,37%	33%	1	115	20%	1	
	0,50 à < 0,75 %	1 870	67	40%	1 897	0,70%	33%	1	542	29%	4	
	0,75 à < 2,50 %	2 378	71	38%	2 405	1,92%	36%	2	1 074	45%	16	
	0,75 à < 1,75 %	*864*	*50*	*39%*	*884*	*1,49%*	*35%*	*1*	*361*	*41%*	*5*	
	1,75 à < 2,5 %	*1 514*	*21*	*36%*	*1 521*	*2,18%*	*36%*	*2*	*714*	*47%*	*12*	
	2,50 à < 10 %	1 535	22	38%	1 545	5,70%	41%	2	948	61%	37	
	2,5 à < 5 %	*522*	*15*	*37%*	*528*	*3,29%*	*38%*	*1*	*280*	*53%*	*7*	
	5 à < 10 %	*1 014*	*7*	*41%*	*1 017*	*6,95%*	*42%*	*2*	*668*	*66%*	*30*	
	10 à < 100 %	542	4	30%	544	26,98%	43%	2	498	92%	63	
	10 à < 20 %	*347*	*1*	*29%*	*348*	*16,23%*	*45%*	*2*	*317*	*91%*	*25*	
	20 à < 30 %	*0*	*0*	*37%*	*1*	*29,90%*	*37%*	*1*	*1*	*95%*	*0*	
	30 à < 100 %	*195*	*2*	*31%*	*195*	*46,14%*	*40%*	*2*	*180*	*92%*	*37*	
	100% (défaut)	713	1	17%	713	100,00%	65%	2	357	50%	420	
SOUS-TOTAL		**7 815**	**654**		**8 106**				**3 582**		**541**	**(571)**
TOTAL		**10 584**	**5 880**		**13 762**				**5 662**		**832**	**(729)**

(1) Y compris marge de conservatisme.

(2) Les pertes attendues et les provisions ne sont pas des données directement comparables : les pertes attendues, évaluées à l'horizon d'un an, constituent des estimations statistiques sur la durée du cycle (Through The Cycle - TTC) tandis que les provisions pour risque de crédit sont évaluées conformément aux principes de la norme IFRS9

A-IRB *En millions d'euros*	Fourchette de PD	31 décembre 2024										
		Exposition au bilan	Exposition hors-bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	EAD	PD moyenne pondérée	LGD moyenne pondérée	Échéance moyenne pondérée	Actifs pondérés (1)	Pondération	Montant des pertes anticipées (2)	Corrections de valeur et provisions (2)
		a	b	c	d	e		h	i	j	k	l
Clientèle de détail - Expositions renouvelables	0,00 à < 0,15 %	0	0	38%	0	0,13%	24%	1	0	3%	0	
	0,00 à < 0,10 %	*0*	*0*	*10%*	*0*	*0,00%*	*34%*	*1*	*0*	*10%*	*0*	
	0,10 à < 0,15 %	*0*	*0*	*67%*	*0*	*0,14%*	*23%*	*1*	*0*	*2%*	*0*	
	0,15 à < 0,25 %	45	3 201	73%	2 429	0,17%	27%	1	70	3%	1	
	0,25 à < 0,50 %	213	1 157	41%	695	0,40%	32%	1	47	7%	1	
	0,50 à < 0,75 %	4	353	65%	235	0,65%	24%	1	18	8%	0	
	0,75 à < 2,50 %	274	412	38%	443	1,36%	38%	1	93	21%	2	
	0,75 à < 1,75 %	*274*	*412*	*38%*	*443*	*1,36%*	*38%*	*1*	*93*	*21%*	*2*	
	1,75 à < 2,5 %	*0*	*0*	*7%*	*0*	*1,83%*	*30%*	*1*	*0*	*17%*	*0*	
	2,50 à < 10 %	1 426	384	40%	1 667	4,97%	45%	1	1 043	63%	38	
	2,5 à < 5 %	*829*	*334*	*39%*	*1 003*	*3,48%*	*43%*	*1*	*469*	*47%*	*15*	
	5 à < 10 %	*598*	*50*	*42%*	*664*	*7,22%*	*49%*	*1*	*574*	*87%*	*24*	
	10 à < 100 %	560	43	28%	607	21,97%	49%	1	786	130%	63	
	10 à < 20 %	*368*	*26*	*32%*	*404*	*12,84%*	*50%*	*1*	*495*	*123%*	*26*	
	20 à < 30 %	*0*	*15*	*11%*	*2*	*27,21%*	*42%*	*1*	*2*	*136%*	*0*	
	30 à < 100 %	*192*	*2*	*108%*	*201*	*40,25%*	*45%*	*1*	*289*	*143%*	*37*	
	100% (défaut)	300	7	1%	301	100,00%	61%	1	176	58%	172	
SOUS-TOTAL		**2 823**	**5 557**			**6 376**					**2 234**	**278**
Autres clientèles de détail non-PME	0,00 à < 0,15 %	0	0	0%	0	0,00%	27%	1	0	26%	0	
	0,00 à < 0,10 %	*0*	*0*	*0%*	*0*	*0,00%*	*27%*	*1*	*0*	*26%*	*0*	
	0,10 à < 0,15 %	*0*	*0*	*0%*	*0*	*0,00%*	*0%*	*0*	*0*	*0%*	*0*	
	0,15 à < 0,25 %	184	20	100%	203	0,16%	28%	1	23	11%	0	
	0,25 à < 0,50 %	1 132	450	96%	1 566	0,45%	30%	1	364	23%	2	
	0,50 à < 0,75 %	578	34	100%	612	0,52%	34%	1	177	29%	1	
	0,75 à < 2,50 %	2 864	54	94%	2 914	1,47%	35%	1	1 367	47%	15	
	0,75 à < 1,75 %	*1 991*	*31*	*91%*	*2 019*	*1,22%*	*34%*	*1*	*863*	*43%*	*8*	
	1,75 à < 2,5 %	*873*	*23*	*97%*	*895*	*2,05%*	*38%*	*1*	*504*	*56%*	*7*	
	2,50 à < 10 %	2 526	38	97%	2 563	4,84%	40%	2	1 742	68%	51	
	2,5 à < 5 %	*1 884*	*15*	*92%*	*1 897*	*3,76%*	*39%*	*2*	*1 218*	*64%*	*28*	
	5 à < 10 %	*642*	*23*	*100%*	*665*	*7,93%*	*44%*	*2*	*524*	*79%*	*23*	
	10 à < 100 %	684	28	100%	712	23,24%	43%	2	748	105%	70	
	10 à < 20 %	*378*	*23*	*100%*	*401*	*13,74%*	*44%*	*2*	*382*	*95%*	*24*	
	20 à < 30 %	*4*	*0*	*51%*	*4*	*28,11%*	*53%*	*2*	*6*	*144%*	*1*	
	30 à < 100 %	*302*	*5*	*100%*	*307*	*35,57%*	*41%*	*2*	*359*	*117%*	*45*	
	100% (défaut)	681	1	0%	681	100,00%	66%	2	381	56%	413	
SOUS-TOTAL		**8 649**	**624**			**9 252**					**4 801**	**552**
TOTAL		**11 471**	**6 182**			**15 628**					**7 035**	**830**

(1) Y compris marge de conservatisme.
(2) Les pertes attendues et les provisions ne sont pas des données directement comparables : les pertes attendues, évaluées à l'horizon d'un an, constituent des estimations statistiques sur la durée du cycle (Through The Cycle - TTC) tandis que les provisions pour risque de crédit sont évaluées conformément aux principes de la norme IFRS9.

L'essentiel des contreparties de ce portefeuille fait l'objet d'un score de comportement servant à déterminer la probabilité de défaut et, pour chaque transaction, le taux de récupération (TRG) et la valeur exposée au risque (EAD). Ces paramètres sont calculés chaque mois sur la base des informations les plus récentes et complétés par différents scores d'octroi mis à disposition de la fonction commerciale. Cette dernière n'intervient pas dans la détermination des paramètres de risque. Ces méthodes sont appliquées de manière homogène sur l'ensemble de la clientèle de détail. Les principes généraux du dispositif de notation sont repris au paragraphe Le dispositif de notation de la section Dispositif de gestion du risque de crédit.

Les méthodologies de construction et de suivi des scores permettent d'affecter les clients individuels à des classes homogènes en termes de risque de défaillance. Il en est de même pour les autres paramètres que sont l'EAD et la LGD.

Cette exposition sur les encours représente 16 milliards d'euros au 31 décembre 2025, stable par rapport au 31 décembre 2024.

RISQUE DE CREDIT : PARTICIPATIONS EN ACTIONS TRAITEES SELON METHODE DE PONDERATION SIMPLE

PARTICIPATIONS EN ACTIONS EN METHODE DE PONDERATION SIMPLE (EU CR10)

	a	b	c	d	e	f
	31 décembre 2025					
En millions d'euros	Exposition au bilan	Exposition hors-bilan	Pondération de risque	Valeur exposée au risque	Actifs pondérés	Montant des pertes anticipées
Expositions sur actions portant sur les banques centrales			0%	0	0	
Expositions sur actions prises dans le cadre de programme législatifs			100%	0	0	
Autres expositions sur actions	674		250%	674	1 685	
Investissements à des fins de revente à court terme et investissements importantes plus-values à court terme dans des entreprises de capital-risque ou investissements similaires qui sont acquis en vue de réaliser d'importantes plus-values à court terme			400%	0	0	
TOTAL	**674**			**674**	**1 685**	

	31 décembre 2024					
En millions d'euros	Exposition au bilan	Exposition hors-bilan	Pondération de risque	Valeur exposée au risque	Actifs pondérés	Montant des pertes anticipées
Expositions sur capital-investissement						
Expositions sur actions cotées						
Autres expositions sur actions	32		370%	32	118	1
TOTAL	**32**	**0**		**32**	**118**	**1**

L'augmentation de +1,6 milliards d'euros des actifs pondérés sur l'année 2025 est principalement liée à l'intégration dans le périmètre de l'approche standard des actions pour lesquels les montants d'actifs pondérés sont inférieurs aux seuils de déduction des fonds propres, suite à l'évolution du cadre réglementaire du Règlement CRR.

EXPOSITIONS EN DEFAUT, PROVISIONS ET COUT DU RISQUE

Le tableau suivant (EU CR1) présente la valeur comptable brute ainsi que les dépréciations des actifs financiers performants et non performants consolidés dans le périmètre prudentiel.

Une exposition est considérée comme non performante lorsqu'elle rentre dans l'une des catégories suivantes :

- expositions en défaut ;
- expositions présentant des impayés de plus de 90 jours qui ne sont pas en défaut ;
- créances restructurées (voir partie Créances restructurées) durant la période minimale d'un an préalable au retour au statut performant.

Dans cette partie, conformément au Règlement d'exécution (UE) n° 2021/637, le périmètre des tableaux inclut les éléments suivants :

- les comptes à vue auprès des banques centrales (les comptes de caisse ne sont pas considérés) ;
- les prêts et créances et les titres de dette au coût amorti ;
- les prêts et créances et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres ;
- les prêts et créances et les titres de dette en valeur de marché par résultat hors portefeuille de transaction ;
- les engagements de financement et de garantie hors portefeuille de transaction.

Les expositions en défaut regroupent les encours dépréciés (strate 3) ainsi que les prêts et créances et les titres de dette douteux en valeur de marché par résultat hors portefeuille de transaction.

Le ratio des prêts non performants du Groupe est de 4,29 % au 31 décembre 2025 contre 4,56 % au 31 décembre 2024. Ce ratio est utilisé par l'Autorité bancaire européenne dans le cadre du suivi des encours non performants en Europe. Il est calculé sur la base des encours bruts de prêts, des créances et des dépôts auprès des banques centrales sans prise en compte des garanties reçues. Depuis le 3ème trimestre 2025, le Groupe n'est plus considéré comme « high-NPL ». Les états EU CR2-A, EU CQ2, EU CQ6 et EU CQ8 ne sont plus requis.

EXPOSITIONS PERFORMANTES ET NON PERFORMANTES ET PROVISIONS CORRESPONDANTES (EU CR1)

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	n	o
		31 décembre 2025													
		Valeur brute comptable						Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions						Sûretés et garanties financières reçues	
		Expositions performantes			Expositions non performantes			Expositions performantes			Expositions non performantes				
En millions d'euros			dont strate 1	dont strate 2		dont strate 1 et strate 2	dont strate 3		dont strate 1	dont strate 2		dont strate 1 et strate 2	dont strate 3	Sur les expositions performantes	Sur les expositions non performantes
005	**Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue**	**3 722**	**3 722**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
010	**Prêts et créances**	**84 350**	**78 724**	**5 626**	**3 945**	**-**	**3 945**	**(986)**	**(569)**	**(417)**	**(1 981)**	**-**	**(1 981)**	**36 678**	**694**
020	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
030	Administrations publiques	26	24	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	21	-
040	Établissements de crédit	241	241	-	-	-	-	(1)	(1)	-	-	-	-	77	-
050	Autres sociétés financières	11	11	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	-
060	Sociétés non financières	15 407	13 871	1 536	254	-	254	(74)	(36)	(38)	(142)	-	(142)	12 743	85
070	*dont PME*	8 536	7 794	742	213	-	213	(53)	(27)	(26)	(129)	-	(129)	6 708	71
080	Ménages	68 665	64 577	4 088	3 691	-	3 691	(911)	(532)	(379)	(1 839)	-	(1 839)	23 832	609
090	**Titres de créances**	**96**	**96**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
100	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
110	Administrations publiques	74	74	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
120	Établissements de crédit	21	21	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
130	Autres sociétés financières	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
140	Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
150	**Expositions hors bilan**	**19 547**	**19 174**	**373**	**119**	**2**	**117**	**(44)**	**(28)**	**(16)**	**(24)**	**-**	**(24)**	**36**	**25**
160	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
170	Administrations publiques	40	40	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
180	Établissements de crédit	318	318	-	54	-	54	-	-	-	(20)	-	(20)	-	-
190	Autres sociétés financières	5	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
200	Sociétés non financières	2 832	2 740	92	26	-	26	(4)	(4)	-	-	-	-	1	15
210	Ménages	16 352	16 071	281	39	2	37	(40)	(24)	(16)	(4)	-	(4)	35	10
220	**TOTAL**	**107 715**	**101 716**	**5 999**	**4 064**	**2**	**4 062**	**(1 030)**	**(597)**	**(433)**	**(2 005)**	**-**	**(2 005)**	**36 714**	**719**

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	n	o
		31 décembre 2024													
		Valeur brute comptable						Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions						Sûretés et garanties financières reçues	
		Expositions performantes			Expositions non performantes			Expositions performantes			Expositions non performantes				
En millions d'euros			dont strate 1	dont strate 2		dont strate 1 et strate 2	dont strate 3		dont strate 1	dont strate 2		dont strate 1 et strate 2	dont strate 3	Sur les expositions performantes	Sur les expositions non performantes
005	**Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue**	**3 151**	**3 151**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
010	**Prêts et créances**	**90 461**	**84 949**	**5 512**	**4 473**	**1**	**4 472**	**(1 096)**	**(615)**	**(481)**	**(2 341)**	**-**	**(2 341)**	**34 562**	**752**
020	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
030	Administrations publiques	23	21	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17	-
040	Établissements de crédit	3 911	3 911	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	47	-
050	Autres sociétés financières	12	9	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-
060	Sociétés non financières	15 969	14 734	1 235	228	1	227	(63)	(31)	(32)	(131)	-	(131)	12 880	77
070	*dont PME*	8 105	7 491	614	192	-	192	(43)	(20)	(23)	(116)	-	(116)	6 019	60
080	Ménages	70 546	66 274	4 272	4 245	-	4 245	(1 033)	(584)	(449)	(2 210)	-	(2 210)	21 615	675
090	**Titres de créances**	**50**	**50**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
100	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
110	Administrations publiques	27	27	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
120	Établissements de crédit	17	17	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
130	Autres sociétés financières	6	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
140	Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
150	**Expositions hors bilan**	**20 549**	**20 223**	**326**	**104**	**2**	**102**	**(25)**	**(17)**	**(9)**	**(35)**	**-**	**(35)**	**66**	**-**
160	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
170	Administrations publiques	28	28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
180	Établissements de crédit	273	273	-	67	-	67	-	-	-	(32)	-	(32)	-	-
190	Autres sociétés financières	9	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
200	Sociétés non financières	2 919	2 858	61	1	-	1	(3)	(3)	-	-	-	-	1	-
210	Ménages	17 320	17 055	265	36	2	34	(22)	(14)	(9)	(3)	-	(3)	65	-
220	**TOTAL**	**114 211**	**108 373**	**5 838**	**4 577**	**3**	**4 574**	**(1 121)**	**(632)**	**(490)**	**(2 376)**	**-**	**(2 376)**	**34 628**	**752**

BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE

ÉCHÉANCEMENT DES ENCOURS PERFORMANTS ET NON PERFORMANTS PRESENTANT DES IMPAYÉS (EU CQ3)

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l
		31 décembre 2025											
			Expositions performantes			Expositions non performantes							
	En millions d'euros		Non en souffrance ou ≤ 30 jours	> 30 jours ≤ 90 jours		Paiement improbable mais non en souffrance ou ≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1 an	> 1 an ≤ 2 ans	> 2 ans ≤ 5 ans	> 5 ans ≤ 7 ans	> 7 ans	dont en défaut
005	**Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue**	**3 722**	**3 722**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
010	**Prêts et créances**	**84 350**	**83 746**	**604**	**3 945**	**1 531**	**449**	**347**	**412**	**929**	**105**	**172**	**3 945**
020	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
030	Administrations publiques	26	26	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
040	Établissements de crédit	241	241	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
050	Autres sociétés financières	11	11	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
060	Sociétés non financières	15 407	15 277	130	254	99	25	27	25	61	7	10	254
070	*dont PME*	8 536	8 495	41	213	66	22	26	23	60	6	10	213
080	Ménages	68 665	68 191	474	3 691	1 432	424	320	387	868	98	162	3 691
090	**Titres de créances**	**96**	**96**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
100	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
110	Administrations publiques	74	74	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
120	Établissements de crédit	21	21	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
130	Autres sociétés financières	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
140	Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
150	**Expositions hors bilan**	**19 547**			**119**								**119**
160	Banques centrales	-			-								-
170	Administrations publiques	40			-								-
180	Établissements de crédit	318			54								54
190	Autres sociétés financières	5			-								-
200	Sociétés non financières	2 832			26								26
210	Ménages	16 352			39								39
220	**TOTAL**	**107 715**	**87 564**	**604**	**4 064**	**1 531**	**449**	**347**	**412**	**929**	**105**	**172**	**4 064**

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l
		31 décembre 2024											
			Expositions performantes			Expositions non performantes							
	En millions d'euros		Non en souffrance ou ≤ 30 jours	> 30 jours ≤ 90 jours		Paiement improbable mais non en souffrance ou ≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1 an	> 1 an ≤ 2 ans	> 2 ans ≤ 5 ans	> 5 ans ≤ 7 ans	> 7 ans	dont en défaut
005	**Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue**	**3 151**	**3 151**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
010	**Prêts et créances**	**90 461**	**90 073**	**388**	**4 473**	**1 432**	**414**	**426**	**403**	**1 551**	**128**	**119**	**4 473**
020	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
030	Administrations publiques	23	23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
040	Établissements de crédit	3 911	3 911	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
050	Autres sociétés financières	12	9	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
060	Sociétés non financières	15 969	15 933	36	228	85	23	21	14	74	5	6	228
070	*dont PME*	8 105	8 077	28	192	58	22	20	14	67	5	6	192
080	Ménages	70 546	70 197	349	4 245	1 347	391	405	389	1 477	123	113	4 245
090	**Titres de créances**	**50**	**50**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
100	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
110	Administrations publiques	27	27	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
120	Établissements de crédit	17	17	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
130	Autres sociétés financières	6	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
140	Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
150	**Expositions hors bilan**	**20 549**			**104**								**104**
160	Banques centrales	-			-								-
170	Administrations publiques	28			-								-
180	Établissements de crédit	273			67								67
190	Autres sociétés financières	9			-								-
200	Sociétés non financières	2 919			1								1
210	Ménages	17 320			36								36
220	**TOTAL**	**114 211**	**93 274**	**388**	**4 577**	**1 432**	**414**	**426**	**403**	**1 551**	**128**	**119**	**4 577**

BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE

VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DES EXPOSITIONS ET DES PROVISIONS (EU CQ4)

		a	b	c	d	e	f	g
		31 décembre 2025						
	En millions d'euros	Valeur comptable : montant nominal brut				Dépréciation cumulée	Provisions relatives aux engagement hors-bilan et aux garanties financières données	Ajustements négatifs cumulés de la juste valeur résultat du risque de crédit sur les expositions non performantes
			Dont non performants		Dont instruments dépréciés			
				Dont défaut				
010	**Expositions au bilan**	92 112	3 945	3 945	92 112	(2 967)	-	-
	Europe (*)	**91 168**	**3 783**	**3 783**	**91 168**	**(2 808)**	**-**	**-**
	France	23 692	1 649	1 649	23 692	(1 038)	-	-
	Espagne	15 323	725	725	15 323	(505)	-	-
	Portugal	2 808	109	109	2 808	(99)	-	-
	Italie	24 805	757	757	24 805	(698)	-	-
	Royaume-Uni	7 429	67	67	7 429	(38)	-	-
	Allemagne	10 853	104	104	10 853	(88)	-	-
	Pays-Bas	3 640	32	32	3 640	(16)	-	-
	Autres pays d'Europe	2 619	341	341	2 619	(325)	-	-
	Amérique du Nord	**12**	**0**	**0**	**12**	**(0)**	**-**	**-**
	Asie Pacifique	**44**	**1**	**1**	**44**	**(1)**	**-**	**-**
070	**Reste du Monde**	**888**	**160**	**160**	**888**	**(158)**	**-**	**-**
	Afrique du Sud	850	155	155	850	(154)	-	-
	Autres pays	37	5	5	37	(4)	-	-
080	**Expositions hors bilan**	19 667	119	117	19 667		(68)	-
	Europe (*)	**19 081**	**112**	**110**	**19 081**		**(62)**	**-**
	France	7 570	9	7	7 570		(11)	-
	Espagne	3 663	34	34	3 663		(13)	-
	Portugal	1 036	3	3	1 036		(3)	-
	Italie	4 880	57	57	4 880		(30)	-
	Royaume-Uni	15	-	-	15		-	-
	Allemagne	1 473	1	1	1 473		(1)	-
	Pays-Bas	246	-	-	246		(0)	-
	Autres pays d'Europe	198	8	8	198		(4)	-
	Amérique du Nord	**0**	**-**	**-**	**0**		**-**	**-**
	Asie Pacifique	**0**	**-**	**-**	**0**		**-**	**-**
140	**Reste du Monde**	**585**	**8**	**8**	**585**		**(6)**	**-**
	Afrique du Sud	544	7	7	544		(6)	-
	Autres pays	41	1	1	41		(0)	-
150	**TOTAL**	111 779	4 064	4 062	111 779	(2 967)	(68)	-

(*) Sur le périmètre de l'Union européenne, de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et du Royaume-Uni.

		a	b	c	d	e	f	g
		31 décembre 2024						
		Valeur comptable : montant nominal brut				Dépréciation cumulée	Provisions relatives aux engagement hors-bilan et aux garanties financières données	Ajustements négatifs cumulés de la juste valeur résultat du risque de crédit sur les expositions non performantes
			Dont non performants		Dont instruments dépréciés			
En millions d'euros				Dont défaut				
010	**Expositions au bilan**	**98 135**	**4 473**	**4 472**	**98 135**	**(3 437)**	**-**	**-**
010	**dont expositions au bilan des activités poursuivies**	**98 135**	**4 473**	**4 472**	**98 135**	**(3 437)**	**-**	**-**
	Europe (*)	**94 703**	**4 272**	**4 271**	**94 703**	**(3 211)**	**-**	**-**
	France	27 943	1 706	1 706	27 943	(1 170)	-	-
	Espagne	15 193	835	835	15 193	(546)	-	-
	Portugal	2 660	119	119	2 660	(126)	-	-
	Italie	23 572	1 056	1 056	23 572	(922)	-	-
	Royaume-Uni	8 137	84	83	8 137	(44)	-	-
	Allemagne	10 226	84	84	10 226	(71)	-	-
	Pays-Bas	3 968	33	33	3 968	(14)	-	-
	Autres pays d'Europe	3 004	355	355	3 004	(318)	-	-
	Amérique du Nord	**20**	**1**	**1**	**20**	**(1)**	**-**	**-**
	Asie Pacifique	**2 495**	**1**	**1**	**2 495**	**(39)**	**-**	**-**
070	**Reste du Monde**	**917**	**199**	**199**	**917**	**(186)**	**-**	**-**
	dont expositions au bilan des activités destinées à être cédées	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
080	**Expositions hors bilan**	**20 653**	**104**	**102**	**20 653**	**-**	**(60)**	**-**
	Europe (*)	**20 112**	**97**	**95**	**20 112**	**-**	**(53)**	**-**
	France	8 169	8	8	8 169	-	(40)	-
	Espagne	4 151	13	11	4 151	-	(4)	-
	Portugal	975	1	1	975	-	(2)	-
	Italie	4 939	61	61	4 939	-	(5)	-
	Royaume-Uni	16	-	-	16	-	-	-
	Allemagne	1 092	-	-	1 092	-	(1)	-
	Pays-Bas	193	-	-	193	-	-	-
	Autres pays d'Europe	577	14	14	577	-	(1)	-
	Amérique du Nord	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
	Asie Pacifique	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
140	**Reste du Monde**	**541**	**7**	**7**	**541**	**-**	**(7)**	**-**
150	**TOTAL**	**118 788**	**4 577**	**4 574**	**118 788**	**(3 437)**	**(60)**	**-**

(*) Sur le périmètre de l'Union européenne, de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et du Royaume-Uni.

BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE

EXPOSITIONS SUR SOCIETES NON FINANCIERES PERFORMANTES ET NON PERFORMANTES PAR ACTIVITE (EU CQ5)

		a	b	c	d	e	f
		31 décembre 2025					
		Valeur comptable brute				Dépréciation cumulée	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes
			Dont non performantes		Dont prêts et avances soumis à dépréciation		
En millions d'euros				Dont en défaut			
010	Agriculture, sylviculture et pêche	6	-	-	6	-	-
020	Industries extractives	1	-	-	1	-	-
030	Industrie manufacturière	1 540	57	57	1 540	(44)	-
040	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	49	-	-	49	-	-
050	Production et distribution d'eau	43	1	1	43	(1)	-
060	Construction	210	11	11	210	(8)	-
070	Commerce	12 983	151	151	12 983	(135)	-
080	Transport et stockage	70	4	4	70	(3)	-
090	Hébergement et restauration	88	1	1	88	(2)	-
100	Information et communication	125	1	1	125	(1)	-
110	Activités financières et d'assurance	22	-	-	22	-	-
120	Activités immobilières	135	10	10	135	(7)	-
130	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	106	3	3	106	(5)	-
140	Activités de services administratifs et de soutien	130	7	7	130	(5)	-
150	Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	-	-	-	-	-	-
160	Enseignement	9	-	-	9	-	-
170	Santé humaine et action sociale	15	1	1	15	-	-
180	Arts, spectacles et activités récréatives	9	-	-	9	-	-
190	Autres services	120	7	7	120	(5)	-
200	**TOTAL**	**15 661**	**254**	**254**	**15 661**	**(216)**	**-**

		a	b	e	f
		31 décembre 2024			
		Valeur comptable brute		Dépréciation cumulée	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes
En millions d'euros			Dont en défaut		
010	Agriculture, sylviculture et pêche	27	6	(1)	-
020	Industries extractives	-	-	-	-
030	Industrie manufacturière	1 327	58	(49)	-
040	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	5	-	-	-
050	Production et distribution d'eau	36	1	(1)	-
060	Construction	182	8	(8)	-
070	Commerce	13 711	123	(112)	-
080	Transport et stockage	202	6	(5)	-
090	Hébergement et restauration	104	1	(2)	-
100	Information et communication	111	1	(2)	-
110	Activités financières et d'assurance	19	-	-	-
120	Activités immobilières	163	11	(5)	-
130	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	66	3	(3)	-
140	Activités de services administratifs et de soutien	64	3	(3)	-
150	Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	-	-	-	-
160	Enseignement	8	-	-	-
170	Santé humaine et action sociale	12	1	-	-
180	Arts, spectacles et activités récréatives	9	-	-	-
190	Autres services	151	6	(3)	-
200	**TOTAL**	**16 197**	**228**	**(194)**	**-**

VARIATION DU STOCK DE PRETS ET AVANCES NON PERFORMANTS ET RECOUVREMENTS NETS CUMULES LIES – (EU CR2)

Valeur brute En millions d'euros		a Exercice 2025	b Exercice 2024
010	**Encours dépréciés (Strate 3) en début de période**	**4 473**	**4 863**
020	Passage en strate 3	2 538	2 689
030	Retour en strate 1 ou strate 2	(567)	(544)
040	Passage en pertes	(496)	(490)
050	Autres variations	(2 003)	(2 045)
060	**Encours dépréciés (Strate 3) en fin de période**	**3 945**	**4 473**

CREANCES RESTRUCTUREES

Lorsqu'un emprunteur rencontre ou est sur le point de rencontrer des difficultés financières, il peut bénéficier de la part de la banque, d'une concession qui n'aurait pas été accordée si le débiteur ne faisait pas face à des difficultés financières. Cette concession peut consister en :

- une modification des termes et conditions du contrat ;
- un refinancement partiel ou total de la dette.

Dès lors, cet encours est dit « restructuré ». Un encours ayant fait l'objet d'une restructuration doit conserver le statut « restructuré » pendant une période d'observation appliquée par le Groupe, dite période probatoire, de manière à évaluer le retour possible à une strate de meilleure qualité :

- Ainsi, pour le passage de la strate 3 à la strate 2, une période probatoire de 3 mois est observée, étendue à 12 mois en cas de restructuration en raison de difficultés financières.
- Pour le passage de la strate 2 à la strate 1, une période probatoire de 2 ans est observée pour les créances ayant fait l'objet d'une restructuration en raison de difficultés financières.

La notion de restructuration est alignée avec la définition requise par l'article 47 du Règlement CRR.

En conformité avec la réglementation, les expositions restructurées pour la clientèle de détail sont identifiées par un processus systématique nécessitant la mise en œuvre d'algorithmes dont les paramètres sont validés par les fonctions RISK et Finance. Les éléments sur les encours restructurés sont rapportés trimestriellement au superviseur. Le tableau ci-après présente la valeur comptable brute et les dépréciations afférentes des encours performants et non-performants ayant fait l'objet d'une restructuration.

QUALITÉ DE CRÉDIT DES CRÉANCES RESTRUCTURÉES (EU CQ1)

	a	b	c	e	f	g	h
	31 décembre 2025						
	Valeur comptable brute			Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		Sûretés reçues et garanties financières reçues	
	Expositions performantes	Expositions non performantes	dont en défaut	Expositions performantes	Expositions non performantes		dont sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions non performantes
En millions d'euros							
Prêts et créances	**901**	**1 884**	**1 884**	**(78)**	**(728)**	**474**	**258**
Administrations publiques	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Autres sociétés financières	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	3	24	24	-	(14)	1	-
Ménages	898	1 860	1 860	(78)	(714)	473	258
Titres de créances	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Expositions hors-bilan	**31**	**9**	**7**	**(1)**		**-**	**-**
TOTAL	**932**	**1 893**	**1 891**	**(79)**	**(728)**	**474**	**258**

	a	b	c	e	f	g	h
	31 décembre 2024						
	Valeur comptable brute			Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		Sûretés reçues et garanties financières reçues	
	Expositions performantes	Expositions non performantes	dont en défaut	Expositions performantes	Expositions non performantes		dont sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions non performantes
En millions d'euros							
Prêts et créances	**1 011**	**2 144**	**2 144**	**(104)**	**(855)**	**479**	**280**
Administrations publiques	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Autres sociétés financières	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	4	20	20	-	(11)	2	1
Ménages	1 007	2 124	2 124	(104)	(844)	477	279
Titres de créances	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Expositions hors bilan	**35**	**10**	**8**	**-**	**(1)**	**-**	**-**
TOTAL	**1 046**	**2 154**	**2 152**	**(104)**	**(856)**	**479**	**280**

SÛRETÉS OBTENUES PAR PRISE DE POSSESSION ET EXÉCUTION - (EU CQ7)

		a	b	a	b
		31 décembre 2025		31 décembre 2024	
		Sûretés obtenues par prise de possession		Sûretés obtenues par prise de possession	
En millions d'euros		Valeur à la comptabilisation initiale	Variations négatives cumulées	Valeur à la comptabilisation initiale	Variations négatives cumulées
010	Immobilisations corporelles (PP&E)	0	-	0	-
020	Autre que PP&E	108	(14)	122	(18)
030	*Biens immobiliers résidentiels*	108	(14)	122	(18)
040	*Biens immobiliers commerciaux*	0	-	0	-
050	*Biens meubles (automobiles, navires, etc.)*	0	-	0	-
060	*Actions et titres de créance*	0	-	0	-
070	*Autres sûretés*	0	-	0	-
080	**Total**	**108**	**(14)**	**122**	**(18)**

TECHNIQUES D'ATTENUATION DU RISQUE DE CREDIT

Les techniques d'atténuation du risque de crédit sont distinguées en deux grandes catégories :

- les protections de crédit financées (sûretés réelles) constituées au profit de la Banque garantissent l'exécution à bonne date des engagements financiers d'un débiteur ;
- les protections de crédit non financées (sûretés personnelles) correspondent à l'engagement pris par un tiers de se substituer au débiteur primaire en cas de défaillance de ce dernier. Ainsi, les mécanismes de garanties publiques sont considérés comme des garanties personnelles. Par extension, les assurances crédit font partie de cette catégorie.

Le montant des garanties et sûretés comptabilisées sur les prêts et créances et les titres de créances du périmètre prudentiel atteint 37,4 milliards d'euros au 31 décembre 2025 contre 35,3 milliards d'euros au 31 décembre 2024.

Les portefeuilles en approche IRBA de BNPP Personal Finance ne font l'objet d'aucune protection de crédit au titre des garanties.

MONTANT D'ATTÉNUATION DU RISQUE SUR LES PORTEFEUILLES EN APPROCHE STANDARD (EU CR3)

		a	b	c	d	e
		31 décembre 2025				
				Valeur comptable nette garantie		
					Dont garantie par des garanties financières	
En millions d'euros		Valeur brute comptable	Valeur comptable nette non garantie		Dont garantie par des sûretés	Dont garantie par des dérivés de crédit
1	Prêts et créances	92 017	51 677	37 372	29 555	7 817	-
2	Titres de créances	96	96	-	-	-	
3	**TOTAL**	**92 113**	**51 773**	**37 372**	**29 555**	**7 817**	**-**
4	*Dont expositions non performantes*	*3 945*	*1 271*	*694*	*583*	*111*	-
EU-5	*Dont en défaut*	*3 945*	*1 271*	*694*	*583*	*111*	-

		a	b	c	d	e	f
		31 décembre 2024					
					Valeur comptable nette garantie		
						Dont garantie par des garanties financières	
En millions d'euros		Valeur brute comptable	Valeur comptable nette non garantie		Dont garantie par des sûretés		Dont garantie par des dérivés de crédit
1	Prêts et créances	98 085	62 771	35 314	31 266	4 048	-
2	Titres de créances	50	50	-	-	-	
	Actifs destinés à être cédés						
3	**TOTAL**	**98 135**	**62 821**	**35 314**	**31 266**	**4 048**	**-**
4	*Dont expositions non performantes*	*4 473*	*3 722*	*752*	*714*	*38*	*0*
EU-5	*Dont en défaut*	*4 472*	*3 721*	*752*	*714*	*38*	*0*

EXPOSITIONS GARANTIES EN APPROCHE IRB (EU CR7-A)

A-IRB *En millions d'euros*		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	n
		31 décembre 2025												
				Techniques d'atténuation du risque de crédit										
				Protection de crédit financée (sûreté réelle)								Protection de crédit non financée		
					Partie couverte par d'autres sûretés réelles éligibles (%)				Partie couverte par d'autres formes de protection de crédit financée (%)					
		Total des expositions brutes[1]	Total de la valeur exposée au risque	Partie couverte par des sûretés réelles financières	dont sûretés immobilières	dont créances à recouvrer	dont autres sûretés réelles		dont dépôts en espèces	dont polices d'assurance vie	dont instruments détenus par un tiers	Partie couverte par des garanties personnelles	Partie couverte par des dérivés de crédit (%)	Total actifs pondérés (effets de réduction et de substitution)
1	Administrations et banques centrales													
2	Administrations régionales et locales													
3	Entités du secteur public													
	Établissements													
5	Entreprises													
	dont PME													
3.1	*dont Entreprises – Générales*													
3,2	*dont Financement spécialisé*													
5.3	*Entreprises – Créances achetées*													
	dont Autres													
6	Clientèle de détail	16 464	13 762											5 662
	dont Biens immobiliers PME													
	dont Biens immobiliers non-PME													
6.1	*dont Expositions renouvelables éligibles*	*7 996*	*5 656*											2 080
6.2	*Clientèle de détail – Garanties par des biens immobiliers résidentiels*													
6.3	*Clientèle de détail – Créances achetées*													
6.4	*Clientèle de détail – Autres expositions sur la clientèle de détail*	*8 469*	*8 106*											3 582
	dont Autres PME													
	dont Autres non-PME													
5	**TOTAL**	**16 464**	**13 762**											**5 662**

[1] *Hors expositions sur dérivés et opérations de pension soumises au risque de contrepartie.*

En millions d'euros		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m
		31 décembre 2024												
				Techniques d'atténuation du risque de crédit										
				Protection de crédit financée (sûreté réelle)								Protection de crédit non financée		
					Partie couverte par d'autres sûretés réelles éligibles (%)				Partie couverte par d'autres formes de protection de crédit financée (%)					
		Total des expositions brutes[1]	Total de la valeur exposée au risque	Partie couverte par des sûretés réelles financières	dont sûretés immobilières	dont créances à recouvrer	dont autres sûretés réelles		dont dépôts en espèces	dont polices d'assurance vie	dont instruments détenus par un tiers	Partie couverte par des garanties personnelles	Partie couverte par des dérivés de crédit (%)	Total actifs pondérés (effets de réduction uniquemen[1] [2])
1	Administrations et banques centrales													
2	Administrations régionales et locales													
3	Entités du secteur public													
	Établissements													
5	Entreprises													
	dont PME													
3.1	*dont Entreprises – Générales*													
3,2	*dont Financement spécialisé*													
5.3	*Entreprises – Créances achetées*													
	dont Autres													
6	Clientèle de détail	17 653	15 628											7 035
6.1	*dont Expositions renouvelables éligibles*	*8 380*	*6 376*											*2 234*
6.2	*Clientèle de détail – Garanties par des biens immobiliers résidentiels*													
6.3	*Clientèle de détail – Créances achetées*													
6.3	*Clientèle de détail – Créances achetées*	*9 273*	*9 252*											*4 801*
	dont Autres PME													
	dont Autres non-PME													
7	**TOTAL**	**17 653**	**15 628**											**7 035**

Les techniques d'atténuation du risque de crédit sont prises en compte conformément à la règlementation. En particulier, leur effet est évalué dans les conditions d'un ralentissement économique. Pour le périmètre traité en approche standard, les protections de crédit non financées sont prises en compte, sous réserve de leur éligibilité, par une pondération bonifiée correspondant à celle du garant, sur la part garantie de l'exposition qui tient compte des asymétries de devise et de maturité. Les protections

de crédit financées viennent, quant à elles, en diminution de l'exposition après prise en compte le cas échéant des asymétries de devise et de maturité et d'une décote pour tenir compte de la volatilité de la valeur de marché pour les sûretés financières.

PROTECTIONS DE CREDIT FINANCEES

Les protections de crédit financées se distinguent en deux classes :

- les sûretés de nature financière :

  Elles correspondent aux espèces (y compris l'or), aux parts de fonds communs de placement, aux actions (cotées ou non cotées) et aux obligations ;

- les autres sûretés réelles :

  Elles sont diverses et peuvent prendre la forme d'hypothèques immobilières ou maritimes, de nantissement de matériels ou stocks, de cession de créances commerciales ou de tout autre droit sur un actif de la contrepartie.

Afin d'être considérées comme éligibles, les protections de crédit financées doivent remplir les conditions suivantes :

- leur valeur ne doit pas être fortement corrélée au risque du débiteur (les actions de l'emprunteur ne sont en particulier pas éligibles) ;
- le nantissement doit être documenté ;
- l'actif nanti doit disposer d'un marché secondaire liquide permettant une revente rapide ;
- la Banque doit disposer d'une valeur régulièrement mise à jour de l'actif nanti ;
- la Banque doit avoir obtenu un confort raisonnable sur la possible appropriation puis réalisation de l'actif considéré.

PROTECTIONS DE CREDIT NON FINANCEES

Les garants font l'objet d'une analyse de risque de même nature que les débiteurs primaires et se voient attribuer des paramètres de risque selon des méthodologies et des processus similaires.

Les garanties peuvent être consenties par la maison mère de la contrepartie ou par d'autres entités telles que des institutions financières. Les couvertures par dérivés de crédit, le recours à des assureurs crédit publics pour le financement export ou à des assureurs crédit privés constituent d'autres exemples de sûretés personnelles.

La prise en compte d'une garantie consiste à déterminer la récupération moyenne à laquelle la Banque peut s'attendre suite à l'appel de la garantie du fait du défaut de l'emprunteur. Elle dépend du montant de la garantie, du risque de défaut simultané de l'emprunteur et du garant (fonction de la probabilité de défaut de l'emprunteur, de celle du garant, et du niveau de corrélation entre le défaut de l'emprunteur et celui du garant – fort s'ils appartiennent au même groupe d'affaires ou au même secteur, faible sinon) et de la force exécutoire de la garantie.

4. TITRISATION EN PORTEFEUILLE BANCAIRE

La titrisation est une opération ou un montage par lequel le risque de crédit associé à une exposition ou à un ensemble d'expositions est subdivisé en tranches, et qui présente les caractéristiques suivantes :

- Les paiements effectués dans le cadre de l'opération ou du montage dépendent de la performance de l'exposition ou de l'ensemble d'expositions d'origine ;
- La subordination des tranches détermine la répartition des pertes pendant la durée du transfert de risque.

Tout engagement pris dans le cadre d'une structure de titrisation (y compris les dérivés et les lignes de liquidité) est considéré comme une position de titrisation.

Dans le cadre de la gestion courante de la liquidité de BNP Paribas Personal Finance et des objectifs de baisse des actifs pondérés du groupe BNP Paribas, des actifs réputés moins liquides peuvent être rapidement mobilisés, au moyen de titrisations de crédits (crédits à la consommation, crédit et leasing automobiles, crédits immobiliers,) accordés à la clientèle.

Avec un environnement de marché favorable, 6 opérations de titrisation ont été lancées en 2025 pour un montant de 5,5 milliards d'euros :

TABLEAU DES OPERATIONS DE TITRISATION LANCEES EN 2025

Titrisation	Transfert significatif de risque (SRT)	Type	Date	Pays	Originateur	Type d'actifs	Encours titrisés
NORIA 2025	Oui	Cash	juil.-25	FRANCE	Cetelem	Crédit à la Consommation	1 150
AUTOFLORENCE 4	Oui	Cash	déc.-25	ITALIE	Findomestic	Crédit Automobile	850
PICASSO 1	Oui	Synthétique	mars-25	ESPAGNE	Banco Cetelem	Crédit Automobile	1 030
AUTONORIA SPAIN 2025	Oui	Cash	juin-25	ESPAGNE	Banco Cetelem	Crédit Automobile	950
ECARAT DE LEASE 2025	Oui	Cash	juin-25	ALLEMAGNE	Stellantis Germany	Leasing automobile	1 000
ECARAT DE 2025	Oui	Cash	sept.-25	ALLEMAGNE	Stellantis Germany	Crédit Automobile	475

Le montant de titres auto-souscrits par les entités originatrices du Groupe BNP Paribas Personal Finance et prêtés à BNP Paribas SA s'élève à 7,0 milliards d'euros au 31 décembre 2025 contre 7,1 milliards d'euros au 31 décembre 2024.

Au total, le stock de créances titrisées s'élève à 16,1 milliards d'euros pour 25 opérations au 31 décembre 2025 contre 13,5 milliards d'euros au 31 décembre 2024. »

Le périmètre des programmes de titrisation opéré en 2025, ne concerne que des programmes que le Groupe a initié pour son propre compte, en titrisant ses expositions de crédit (rôle « d'initiateur »), et qui sont reconnus efficaces dans le cadre règlementaire Bâle 3.

TITRISATION POUR COMPTE PROPRE (INITIATEUR)

Le groupe BNP Paribas Personal Finance intervient en tant qu'initiateur en titrisant ses propres expositions de crédit (crédits à la consommation, crédit et leasing automobiles, crédits immobiliers) afin d'une part d'obtenir de nouvelles sources de financement et d'améliorer la liquidité de son bilan, et d'autre part de réduire son risque et ses exigences en Capital.

Lorsque l'opération a comme but uniquement la réduction du risque, le Groupe va privilégier les opérations de titrisation dites « synthétiques », assurant le transfert de risque des expositions (crédits immobiliers, crédits à la consommation, prêts aux entreprises, etc.) au moyen de dérivés de crédit ou de garanties.

Dans le cadre d'opérations de titrisation effectuées à des fins de financement ou pour contribuer à la réserve de liquidité du Groupe, le Groupe privilégiera des titrisations dites « cash », caractérisées par la vente des expositions titrisées à une entité spécialement créée. Ces opérations sont initiées par ALM Trésorerie en collaboration avec les métiers dont les expositions sont titrisées.

TRANSFERT DE RISQUE DES OPERATIONS DE TITRISATION POUR COMPTE PROPRE

L'exigence en fonds propres des expositions de crédit titrisées et des positions de titrisation dépend du niveau de transfert de risque de l'opération.

Lorsque les expositions titrisées par le Groupe dans le cadre d'opérations de titrisation pour compte propre respectent les critères d'éligibilité bâlois, et notamment celui du transfert de risque significatif (TRS) tel que défini dans le Règlement (UE) n° 2017/2401, elles sont exclues du calcul des actifs pondérés au titre du risque de crédit et l'opération de titrisation est dite efficace. Dans ce cas, seules les parts conservées par l'établissement et les engagements éventuellement octroyés à la structure après titrisation font l'objet d'un calcul d'actifs pondérés.

Les expositions titrisées dans le cadre d'opérations de titrisation pour compte propre ne respectant pas les critères d'éligibilité bâlois restent quant à elles dans leur portefeuille prudentiel d'origine. Leur besoin en capital est calculé comme si elles n'étaient pas titrisées et est repris dans la partie consacrée au risque de crédit.

Les positions de titrisation initiées et conservées par BNP Paribas Personal Finance s'élèvent à 3 276 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 1 537 millions d'euros au 31 décembre 2024.

5. RISQUE DE MARCHE

GESTION DU RISQUE DE TAUX D'INTERET ET SENSIBLITE DES REVENUS AU RISQUE GLOBAL DE TAUX (EU IRRBB1A)

	31 décembre 2025	
En millions d'euros	Pour un choc de + 50 pb	Pour un choc de - 50 pb
Année 1	23	(23)
Année 2	20	(20)
Année 3	17	(17)

	31 décembre 2024	
	Pour un choc de + 50 pb	Pour un choc de - 50 pb
En millions d'euros	Total	Total
Année 1	14	(14)
Année 2	10	(10)
Année 3	6	(6)

La stratégie de gestion du risque de taux d'intérêt global est fondée prioritairement sur le pilotage de la sensibilité des revenus de BNP Paribas Personal Finance aux variations de taux d'intérêt permettant de prendre en compte l'ensemble des risques de taux ; son objectif est la stabilité et la régularité de la marge d'intérêts. Ce pilotage est fondé sur une appréhension fine des différents risques, afin de déterminer la stratégie de couverture, après prise en compte des compensations. Ces stratégies sont définies et mises en place par entité et par devise. Les couvertures peuvent prendre la forme d'instruments financiers dérivés fermes (interest rate swaps) pour l'essentiel comptabilisés en couverture de variations de valeur des éléments couverts à taux fixe (Fair Value Hedge) ou en couverture de la variation des produits et charges attachés aux actifs et aux passifs à taux révisable (Cash-Flow Hedge). Chaque relation de couverture fait l'objet d'une documentation formelle dès l'origine, décrivant la stratégie poursuivie, désignant l'élément couvert et l'instrument de couverture, la nature du risque couvert, ainsi que la méthodologie d'appréciation de l'efficacité, tant sur le plan prospectif qu'au plan rétrospectif.

Après couverture, il reste une faible sensibilité résiduelle de la marge nette d'intérêt (NII Sensitivity), mesurée pour des chocs parallèles à la hausse et à la baisse des taux d'intérêts de ± 50 points de base dans le tableau ci-dessus comme s'établissant à ± 23M€ en année 1, ± 20M€ en année 2, ± 17M€ en année 3 ; en légère hausse par rapport à 2024.

SENSIBILITE DE LA VALEUR ECONOMIQUE DES FONDS PROPRES TIER 1 ET DES REVENUS TIER 1 (SOT EVE) ET SENSIBILITE DE LA MARGE NETTE D'INTERET TIER 1 (SOT NII) (EU IRRBB1B)

		a	b		
		31 décembre 2025		31 décembre 2024	
Scénarios de taux [1]		Variation de la valeur économique des fonds propres (Tier 1)	Variation des revenus nets d'intérêt	Variation de la valeur économique des fonds propres (Tier 1)	Variation des revenus nets d'intérêt
1	Choc parallèle vers le haut	-3,32%	0,05%	-3,20%	-0,21%
2	Choc parallèle vers le bas	2,38%	-0,05%	2,15%	0,21%
3	Pentification de la courbe (taux courts en baisse, taux longs en hausse)	-1,81%		-1,95%	
4	Aplatissement de la courbe (taux courts en hausse, taux longs en baisse)	0,58%		0,67%	
5	Hausse des taux courts	-0,09%		-0,44%	
6	Baisse des taux courts	-0,09%		0,03%	

[1] Les chocs utilisés pour calculer les montants de sensibilité de la valeur et de la marge nette d'intérêts correspondent aux chocs réglementaires tels que définis dans le règlement délégué (UE) 2024/856 du 1 décembre 2023.

Les actifs et passifs de l'activité de crédit à la consommation de BNP Paribas Personal Finance n'ayant pas vocation à être cédés, ils ne font pas l'objet d'une comptabilisation ou d'une gestion sur la base de leur valeur économique théorique résultant de l'actualisation de leurs cash flows futurs. De même, la valeur économique théorique des actifs nets n'affecte pas les fonds propres de BNP Paribas Personal Finance.

Cependant, en application des exigences règlementaires, les ratios de la sensibilité de la valeur économique théorique des actifs nets de l'activité d'intermédiation rapportée au montant du Tier 1 (Supervisory Outlier Test on Economic Value of Equity – SOT EVE) sont régulièrement calculés pour les six scénarios définis par le Règlement Délégué (UE) 2024/856 de la Commission Européenne (hausse/baisse parallèle, pentification/aplatissement, hausse/baisse des taux courts). Pour chaque devise, les sensibilités positives sont pondérées à 50 % et les sensibilités négatives sont pondérées à 100 %. Ces ratios sont comparés au seuil de 15 % servant au

superviseur à identifier les situations dans lesquelles le risque de taux du portefeuille bancaire pourrait être matériel. À fin décembre 2025, les ratios sont présentés dans le tableau ci-dessus et se situent bien en deçà du seuil de matérialité de - 15 %. En cas de choc parallèle à la hausse des taux, le ratio s'établit à – 3,32 %.

De même, en application des exigences règlementaires, les ratios de sensibilité de la marge nette d'intérêts de première année rapportée au montant du Tier 1 (Supervisory Outlier Test on Net Interest Income – SOT NII) sont régulièrement calculés pour des chocs parallèles à la hausse et à la baisse des taux d'intérêts (pour l'euro le choc s'établit à ± 200 points de base), sous hypothèses de bilan constant (à la fois en termes de taille et de composition) et de marges commerciales constantes. Pour chaque devise, comme pour le SOT EVE, les sensibilités positives sont pondérées à 50 % et les sensibilités négatives sont pondérées à 100 %. Ces ratios sont comparés au seuil de -5 % servant au superviseur à identifier les situations dans lesquelles le risque de taux du portefeuille bancaire pourrait être matériel. À la fin de décembre 2025, les ratios sont présentés dans le tableau ci-dessus et se situent bien en deçà du seuil de matérialité de - 5 %. En cas de choc parallèle à la baisse des taux, le ratio s'établit à -0,05 %.

GESTION DU RISQUE DE CHANGE STRUCTUREL

Les stratégies de couverture du risque de change initiées par l'ALM Treasury portent sur les investissements nets en devises et sur les revenus futurs en devises de BNP Paribas Personal Finance et sont réalisées au moyen d'instruments financiers dérivés (opérations de change spot ou à terme). Chaque relation de couverture fait l'objet d'une documentation formelle dès l'origine, décrivant la stratégie poursuivie, désignant l'élément couvert et l'instrument de couverture, la nature du risque couvert, ainsi que la méthodologie d'appréciation de l'efficacité, tant sur le plan prospectif qu'au plan rétrospectif.

Les investissements dans les filiales et succursales financés par emprunts de devises font plus spécifiquement l'objet d'une documentation de relation de couverture d'investissements (Net Investment Hedge), pour conserver la symétrie dans l'enregistrement des variations de change et réduire ainsi la volatilité des résultats. Le montant de ces emprunts s'élève à 431,7 millions d'euros au 31 décembre 2025 (contre 415,6 millions d'euros au 31 décembre 2024). Au cours de l'exercice 2025, aucune relation de couverture d'investissements nets n'a été déqualifiée. Le montant enregistré dans le compte de résultat de l'exercice 2025 au titre de l'inefficacité liée aux relations de couverture d'investissements nets est négligeable.

6. RISQUE DE LIQUIDITE

Le risque de liquidité est le risque que la Banque ne puisse pas honorer ses engagements ou dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché ou de facteurs idiosyncratiques (i.e. spécifiques à BNP Paribas), dans un délai déterminé et à un coût raisonnable.

Le risque de liquidité traduit le risque de ne pas pouvoir faire face à des flux nets sortants de trésorerie y compris liés à des besoins en collatéral, sur l'ensemble des horizons du court terme au long terme.

Ce risque peut provenir de la diminution de sources de financement, de tirages sur des engagements de financement, de la réduction de liquidité de certains actifs, de l'augmentation des appels de marge en cash ou en collatéral. Il peut être lié à l'établissement lui-même (risque de réputation) ou à des facteurs extérieurs (risques sur certains marchés).

BNP Paribas Personal Finance est une filiale à 100% détenue par BNP Paribas SA dont l'activité principale est de proposer des prêts à la consommation et immobiliers directement ou via des partenariats.

Le pilier de financement de BNP Paribas Personal Finance vient de l'obtention de fonds du Groupe BNP Paribas (BNP Paribas SA Métropole ou succursales) ou de l'ALM Treasury local des filiales de BNP Paribas. Dans certains cas, en raison de contraintes organisationnelles locales, certaines entités ou branches de BNP Paribas Personal Finance peuvent avoir accès à des financements via les marchés locaux.

Aussi souvent que possible, les entités BNP Paribas Personal Finance recevront des financements parfaitement adossés à l'actif à refinancer. Le soutien de BNP Paribas peut être sollicité dans des conditions normales comme dans des conditions de stress. Ainsi, le risque de liquidité de BNP Paribas Personal Finance est majoritairement transféré à BNP Paribas.

Le risque résiduel est piloté et géré de manière appropriée.

Dans le cadre du Risk Appetite Statement, un indicateur à 1 an et un indicateur à 1 mois sont suivis par le Conseil d'Administration de BNP Paribas Personal Finance qui en valide les limites.

ECHEANCIER CONTRACTUEL DU BILAN PRUDENTIEL

L'échéancier du bilan sur le périmètre prudentiel présente les flux de trésorerie selon les dates de paiements contractuelles (en ligne avec les règles définies dans le cadre du ratio de liquidité).

Les titres évalués en valeur de marché par résultat relevant du portefeuille de transaction sont présentés en échéance « non déterminée », la maturité contractuelle du titre ne représentant pas l'horizon de détention par le Groupe.
Les instruments financiers dérivés évalués en valeur de marché par résultat, les instruments financiers dérivés de couverture et les écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux sont également présentés en échéance « non déterminée ».

ECHEANCIER CONTRACTUEL DU BILAN PRUDENTIEL (EU CR1-A)

		e	a	b	c	c	c	d	f
	En millions d'euros	31 décembre 2025							
		Non déterminé	JJ et à vue	De JJ (exclu) à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL
	ACTIF								
	Caisse, banques centrales		1 758						1 758
	Instruments financiers en valeur de marché par résultat	26							26
	Portefeuille de titres	16							16
	Prêts et opérations de pensions								
	Instruments financiers dérivés	10							10
	Instruments financiers dérivés de couverture	287							287
	Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres	15							15
	Titres de dette								
	Instruments de capitaux propres	15							15
	Actifs financiers au coût amorti		2 345	4 408	6 677	15 598	40 030	18 330	87 388
	Prêts et créances sur les établissements de crédit		1 965	44	128	22	30	15	2 204
	Prêts et créances sur la clientèle		380	4 360	6 464	15 576	40 000	18 309	85 089
	Titres de dette			4	85			6	95
	Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	8							8
	Actifs financiers								
	Autres actifs non financiers	**3 488**	**645**	**858**	**156**	**247**	**267**	**546**	**6 207**
	TOTAL ACTIF	**3 824**	**4 748**	**5 266**	**6 833**	**15 845**	**40 297**	**18 876**	**95 689**
1	***dont Crédits***		***381***	***4 404***	***6 592***	***15 598***	***40 030***	***18 324***	***85 329***
2	***dont Titres de dette***			***4***	***85***			***6***	***95***
	PASSIF								
	Banques centrales								
	Instruments financiers en valeur de marché par résultat	12							12
	Portefeuille de titres								
	Dépôts et opérations de pensions								
	Dettes représentées par un titre								
	Instruments financiers dérivés	12							12
	Instruments financiers dérivés de couverture	418							418
	Passifs financiers au coût amorti		4 799	8 750	7 823	18 303	37 347	5 138	82 160
	Dettes envers les établissements de crédit		862	5 357	7 646	17 230	32 509	1 864	65 468
	Dettes envers la clientèle		3 926	3 326	34	45	71	324	7 726
	Dettes représentées par un titre		10	66	140	1 021	4 759	1 159	7 155
	Dettes subordonnées		1	1	3	7	8	1 791	1 811
	Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(7)							(7)
	Passifs financiers								
	Autres passifs non financiers	11 230	120	979	177	228	106	266	13 106
	TOTAL PASSIF	**11 653**	**4 919**	**9 729**	**8 000**	**18 531**	**37 453**	**5 404**	**95 689**

	e	a	b	c	c	c	d	f
	31 décembre 2024							
En millions d'euros	Non déterminé	JJ et à vue	De JJ (exclu) à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL
ACTIF								
Caisse, banques centrales		758						758
Instruments financiers en valeur de marché par résultat	47							47
Portefeuille de titres	16							16
Prêts et opérations de pensions								
Instruments financiers dérivés	31							31
Instruments financiers dérivés de couverture	543							543
Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres	3							3
Titres de dette								
Instruments de capitaux propres	3							3
Actifs financiers au coût amorti		2 796	7 568	6 437	15 948	42 215	18 978	93 942
Prêts et créances sur les établissements de crédit		2 376	3 027	49	6	690	155	6 303
Prêts et créances sur la clientèle		420	4 537	6 353	15 942	41 525	18 811	87 588
Titres de dette			4	35			12	51
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	54							54
Actifs financiers								
Autres actifs	3 113	772	713	59	307	113	605	5 682
TOTAL ACTIF	**3 760**	**4 326**	**8 281**	**6 496**	**16 255**	**42 328**	**19 583**	**101 029**
DETTES								
Banques centrales								
Instruments financiers en valeur de marché par résultat	32							32
Portefeuille de titres								
Dépôts et opérations de pensions								
Dettes représentées par un titre								
Instruments financiers dérivés	32							32
Instruments financiers dérivés de couverture	528							528
Passifs financiers au coût amorti		4 239	8 686	7 138	22 291	39 236	5 958	87 548
Dettes envers les établissements de crédit		587	4 324	6 892	21 241	35 099	3 100	71 243
Dettes envers la clientèle		3 639	4 221	23	45	412	328	8 668
Dettes représentées par un titre		10	140	220	1 003	3 718	703	5 794
Dettes subordonnées		3	1	3	2	7	1 827	1 843
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(6)							(6)
Passifs financiers								
Autres passifs	11 229	102	876	171	207	144	198	12 927
TOTAL PASSIF	**11 783**	**4 341**	**9 562**	**7 309**	**22 498**	**39 380**	**6 156**	**101 029**

GRÈVEMENT DES ACTIFS ET DES SÛRETÉS REÇUES

ACTIFS GREVES ET NON GREVES (EU AE1)

		010	030	040	050	060	080	090	100
		Valeurs médianes des quatre fins de trimestres en 2025							
		Valeur comptable des actifs grevés		Valeur de marché des actifs grevés		Valeur comptable des actifs non grevés		Valeur de marché des actifs non grevés	
En millions d'euros			dont HQLA et EHQLA (1)		dont HQLA et EHQLA (1)		dont HQLA et EHQLA (1)		dont HQLA et EHQLA (1)
010	**ACTIFS DE L'ÉTABLISSEMENT**	**4 768**				**90 670**			
030	Titres à revenu variable					16		16	
040	Titres à revenu fixe					67		44	
050	*dont obligations garanties*								
060	*dont titres adossés à des actifs*								
070	*dont émis par des administrations publiques*					*44*		*44*	
080	*dont émis par des entreprises financières*					*23*			
090	*dont émis par des entreprises non-financières*								
120	Autres actifs	4 768				90 564			
121	*dont prêts à vue*					3 154			
122	*dont prêts et avances autres que prêts à vue*	4 768				80 613			
123	*dont autres actifs*					6 534			

(1) Actifs d'une liquidité et d'une qualité de crédit extrêmement élevées.

		Valeurs médianes des quatre fins de trimestres en 2024							
		Valeur comptable des actifs grevés		Valeur de marché des actifs grevés		Valeur comptable des actifs non grevés		Valeur de marché des actifs non grevés	
En millions d'euros			dont HQLA et EHQLA (1)		dont HQLA et EHQLA (1)		dont HQLA et EHQLA (1)		dont HQLA et EHQLA (1)
010	**ACTIFS DE L'ÉTABLISSEMENT**	**4 337**				**94 858**			
030	Titres à revenu variable					22		22	
040	Titres à revenu fixe					80		26	
050	*dont obligations garanties*								
060	*dont titres adossés à des actifs*								
070	*dont émis par des administrations publiques*					*26*		*26*	
080	*dont émis par des entreprises financières*					*62*			
090	*dont émis par des entreprises non-financières*								
120	Autres actifs	4 337				94 756			
121	*dont prêts à vue*					*3 359*			
122	*dont prêts et avances autres que prêts à vue*	*4 337*				*84 545*			
123	*dont autres actifs*					*6 689*			

(1) Actifs d'une liquidité et d'une qualité de crédit extrêmement élevées.

En 2025, les actifs grevés sont constitués principalement de prêts et créances utilisés lors de l'émission de titres adossés à des actifs et d'obligations garanties pour 4,7 milliards d'euros, en valeur médiane.

Les actifs non grevés s'élèvent quant à eux à 90,6 milliards d'euros, en valeur médiane. Ils incluent principalement des prêts et créances non utilisés pour des émissions de titres adossés à des actifs pour 83,8 milliards d'euros, et d'autres actifs (immobilisations incorporelles, écarts d'acquisition, actifs d'impôts courants et différés) pour 6,6 milliards d'euros, toujours en valeurs médianes.

SURETES RECUES GREVES ET NON GREVEES (EU AE2)

		010	030	040	060	010	030	040	060
En millions d'euros		Valeurs médianes des 4 fins de trimestre en 2025				Valeurs médianes des 4 fins de trimestre en 2024			
		Valeur de marché des sûretés reçues grevées et des propres [1] titres à revenu fixe grevés		Valeur de marché des sûretés reçues non grevées et des propres [1] titres à revenu fixe non grevés		Valeur de marché des sûretés reçues grevées et des propres [1] titres à revenu fixe grevés		Valeur de marché des sûretés reçues non grevées et des propres [1] titres à revenu fixe non grevés	
			dont HQLA et EHQLA [1]		dont HQLA et EHQLA [1]		dont HQLA et EHQLA [1]		dont HQLA et EHQLA [1]
130	**SÛRETÉS REÇUES**								
140	Prêts à vue								
150	Titres à revenu variable								
160	Titres à revenu fixe								
170	*dont obligations garanties*								
180	*dont titres adossés à des actifs*								
190	*dont émis par des administrations publiques*								
200	*dont émis par des entreprises financières*								
210	*dont émis par des entreprises non-financières*								
220	Prêts et avances autres que prêts à vue								
230	Autres garanties reçues								
240	**PROPRES [1] TITRES À REVENU FIXE ÉMIS (autres que obligations garanties et titres adossés à des actifs)**								
241	**PROPRES [1] OBLIGATIONS GARANTIES ET TITRES ADOSSÉS A DES ACTIFS ÉMIS DISPONIBLES POUR NANTISSEMENT**								
250	**TOTAL DES ACTIFS, DES SÛRETÉS REÇUES ET DES PROPRES [2] TITRES À REVENU FIXE ÉMIS**	**4 768**				**4 337**			

[1] Actifs financiers émis par une entité du Groupe et souscrit par le Groupe.
[2] Actifs d'une liquidité et d'une qualité de crédit extrêmement élevée.

En 2025, la valeur totale des actifs, sûretés reçues et des propres titres à revenu fixe émis s'élève à 4,8 milliards d'euros, en valeur médiane. Il s'agit de titres adossés à des actifs (ABS et obligations garanties) liés aux activités de financement de BNP Paribas Personal Finance ALM Treasury (titrisations). Ils sont libellés en euros.

ACTIVITES DU GROUPE EN LIEN AVEC LE GREVEMENT (EU AE3)

		010	030		
En millions d'euros		Valeurs médianes des 4 fins de trimestre en 2025		Valeurs médianes des 4 fins de trimestre en 2024	
		Passifs correspondants, passifs éventuels ou titres prêtés	Actifs, sûretés reçues et propres titres à revenu fixe [1]	Passifs correspondants, passifs éventuels ou titres prêtés	Actifs, sûretés reçues et propres titres à revenu fixe [1]
010	**VALEUR COMPTABLE DES PASSIFS FINANCIERS SÉLECTIONNÉS**	**4 800**	**4 768**	**4 379**	**4 337**
011	*dont repos*				
012	*dont dépôts collatéralisés autres que repos*				
013	*dont titres à revenu fixe émis*	4 800	4 768	4 379	4 337
014	*dont autres sources d'actifs grevés*				

[1] Autres qu'obligations garanties grevées et titres adossés à des actifs grevés.

En 2025, la valeur des passifs adossés aux actifs grevés s'élève à 4,8 milliards d'euros, en valeurs médianes.

7. ANNEXES

Annexe 1 : Coussin de fonds propres Contracyclique

Le calcul et le montant du coussin de fonds propres contracyclique de BNP Paribas Personal Finance sont présentés dans les tableaux suivants conformément aux instructions du Règlement délégué (UE) n° 2015/1555 de la Commission du 28 mai 2015.

COUSSIN DE FONDS PROPRES CONTRACYCLIQUE SPÉCIFIQUE À BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE (EU CCYB-2)

		a
En millions d'euros		31 décembre 2025
1	Total des actifs pondérés	62 699
2	Taux de coussin de fonds propres de BNP Paribas Personal Finance	0,66%
3	Exigences de coussin de fonds propres contracyclique	416

Au 31 décembre 2025, le taux de coussin de fonds propres contracyclique de BNP Paribas Personal Finance est de 0,66 %, contre 0,61 % au 31 décembre 2024.

Le coussin de fonds propres contracyclique est défini comme une surcharge de fonds propres CET1 ayant vocation à s'ajuster dans le temps afin d'augmenter les exigences en fonds propres en période d'accélération du crédit et à les diminuer en période de ralentissement. Un taux peut être activé dans chaque pays par décision discrétionnaire de l'autorité nationale désignée. Il est calculé comme étant la moyenne pondérée des taux de coussin contracyclique qui s'appliquent dans les pays où sont situées les expositions de crédit pertinentes du Groupe. La pondération appliquée au taux de coussin contracyclique de chaque pays correspond à la fraction, dans le total des exigences de fonds propres, des exigences de fonds propres correspondant aux expositions de crédit dans le territoire en question.

Au 31 décembre 2025, le taux de coussin de fonds propres contracyclique de BNP Paribas Personal Finance de 0,66 % s'explique principalement par les taux applicables en France (1,0 %), au Royaume-Uni (2,0 %), en Espagne (1,0%) et en Allemagne (0,75 %). Ce taux devrait s'établir à environ 0,77 % au 31 décembre 2026 en raison de l'activation ou de l'augmentation des exigences annoncées par certains pays européens (voir tableau ci-dessous).

BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES EXPOSITIONS DE CRÉDIT PERTINENTES POUR LE CALCUL DU COUSSIN DE FONDS PROPRES CONTRACYCLIQUE (EU CCYB-1)

	31 décembre 2025									31 décembre 2026
	Expositions générales de crédit		Expositions de titrisation Valeur exposée au risque pour le portefeuille hors négociation	Exigences de fonds propres				Répartition des exigences de fonds propres	Taux de coussin contracycli-que	Taux de coussin contracyclique annoncés (**)
En millions d'euros	Valeur exposée au risque pour l'approche standard	Valeur exposée au risque pour l'approche NI		dont Expositions générales de crédit	dont Expositions du portefeuille de négociation	dont Expositions de titrisation	Total			
Ventilation par pays										
Europe (*)	**68 837**	**13 761**	**3 036**	**4 253**	**-**	**34**	**4 288**	**97,43%**		
dont Allemagne	11 027	0	122	652	-	1	653	14,83%	0.75%	0,75%
dont Belgique	1 164	1	-	18	-	-	18	0,41%	1.00%	1,25%
dont Danemark	211	-	-	13	-	-	13	0,29%	2.50%	2,50%
dont Espagne	11 122	0	1 086	593	-	11	604	13,73%	0.50%	1,00%
dont France	9 872	13 756	566	1 006	-	9	1 015	23,06%	1.00%	1,00%
dont Grèce	53	0	-	2	-	-	2	0,04%	0.25%	0,50%
dont Irlande	31	0	-	1	-	-	1	0,03%	1.50%	1,50%
dont Luxembourg	250	0	-	9	-	-	9	0,21%	0.50%	0,50%
dont Norvège	35	0	-	2	-	-	2	0,05%	2.50%	2,50%
dont Pays Bas	2 441	0	-	88	-	-	88	2,00%	2.00%	2,00%
dont Pologne	1	0	-	0	-	-	0	0,00%	1.00%	2,00%
dont Portugal	3 135	1	-	176	-	-	176	4,00%	0,00%	0,75%
dont République tchèque	1	0	-	0	-	-	0	0,00%	1.25%	1,25%
dont Royaume-Uni	6 950	0	-	401	-	-	401	9,11%	2.00%	2,00%
dont Roumanie	15	0	-	1	-	-	1	0,02%	1.00%	1,00%
dont Suède	603	0	-	37	-	-	37	0,84%	2.00%	2,00%
Amérique du Nord	**14**	**0**	**-**	**1**	**-**	**-**	**1**	**0,02%**		
Asie Pacifique	**377**	**0**	**-**	**68**	**-**	**-**	**68**	**1,55%**		
dont Hong Kong	13	0	-	0	-	-	0	0,01%	0.50%	0,50%
Reste du monde	**708**	**0**	**-**	**44**	**-**	**-**	**44**	**1,00%**		
dont Afrique du Sud	658	0	-	41	-	-	41	0,93%	0,00%	1,00%
TOTAL	**69 936**	**13 762**	**3 036**	**4 367**	**-**	**34**	**4 401**	**100%**		**0,77%**

(*) Sur le périmètre de l'Union européenne, de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et du Royaume-Uni.
(**) Taux annoncés sur le site de l'ESRB au 2 février 2026 pour les pays européens de la zone de supervision de ce comité.

A noter que la projection du ccyb moyen pour le Groupe au 31 Décembre 2025 tient compte de la répartition des exigences en Fonds Propres par pays projetées dans le cadre du Budget 2025.

BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE

Annexe 2 : Composition des fonds propres prudentiels (EU CC1)

		a	a	
En millions d'euros		31 décembre 2025	31 décembre 2024	Notes
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) : instruments et réserves				
1	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	5 657	5 407	
	dont actions ordinaires	*5 657*	*5 407*	
2	Bénéfices non distribués	2 592	2 912	
3	Autres éléments du résultat global accumulés (et autres réserves, pour inclure les gains et les pertes non réalisés conformément au référentiel comptable applicable)	(164)	(132)	
3a	Fonds pour risques bancaires généraux	-	-	
4	Montant des éléments éligibles visé à l'article 484, paragraphe 3, et comptes des primes d'émission y afférents qui seront progressivement exclus des CET1	-	-	
5	Intérêts minoritaires (montant autorisé en CET1 consolidés)	694	759	(1)
5a	Bénéfices intermédiaires, nets de toute charge et de tout dividende prévisible, ayant fait l'objet d'un contrôle indépendant			
6	**Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) avant ajustements règlementaires**	**8 780**	**8 946**	
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) : ajustements règlementaires				
7	Corrections de valeur supplémentaires (montant négatif)	(0)	(1)	
8	Immobilisations incorporelles (nets des passifs d'impôt associés) (montant négatif)	(1 460)	(1 475)	(2)
10	Actifs d'impôt différé dépendant de bénéfices futurs à l'exclusion de ceux résultant de différences temporelles (nets des passifs d'impôt associés lorsque les conditions prévues à l'article 38, paragraphe 3, sont réunies) (montant négatif)	(9)	(3)	
11	Réserves en juste valeur relatives aux pertes et aux gains générés par la couverture des flux de trésorerie	70	87	
12	Montants négatifs résultant du calcul des montants des pertes anticipées	(111)	(111)	
13	Toute augmentation de valeur des capitaux propres résultant d'actifs titrisés (montant négatif)	-	-	
14	Pertes ou les gains sur passifs évalués à la juste valeur et qui sont liés à l'évolution de la qualité de crédit de l'établissement	-	-	
15	Actifs de fonds de pension à prestations définies (montant négatif)	(23)	(19)	(2)
16	Détentions directes ou indirectes, par un établissement, de ses propres instruments CET1 (montant négatif)	-	-	
17	Détentions d'instruments CET1 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant négatif)	-	-	
18	Détentions directes et indirectes d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10%, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	-	
19	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (montant au-dessus du seuil de 10%, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	-	
20a	Montant des expositions aux éléments suivants qui reçoivent une pondération de 1 250%, lorsque l'établissement a opté pour la déduction	(11)	(17)	
20b	*dont : participations qualifiées hors du secteur financier (montant négatif)*	-	-	
20c	*dont : positions de titrisations (montant négatif)*	*(11)*	*(17)*	
20d	*dont : positions de négociation non dénouées (montant négatif)*	-	-	
21	Actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles (montant au-dessus du seuil de 10%, net des passifs d'impôt associés lorsque les conditions prévues à l'article 38, paragraphe 3, sont réunies) (montant négatif)	-	-	
22	Montant au-dessus du seuil de 17,65% (montant négatif)	-	-	
23	*dont : détentions directes et indirectes, par l'établissement, d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles il détient un investissement important*	-	-	
25	*dont : actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles*	-	-	
25a	Résultats négatifs de l'exercice en cours (montant négatif)	(202)	(330)	
25b	Charges d'impôt prévisibles relatives à des éléments CET1, sauf si l'établissement ajuste dûment le montant des éléments CET1 dans la mesure où ces impôts réduisent le montant à concurrence duquel ces éléments peuvent servir à couvrir les risques ou pertes (montant négatif)	-	-	
26	Ensemble vide dans l'UE		-	
27	Déductions AT1 éligibles dépassant les fonds propres AT1 de l'établissement (montant négatif)	-	-	
27a	Autres ajustements réglementaires	(88)	(59)	
28	**Total des ajustements règlementaires aux fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)**	**(1 835)**	**(1 928)**	
29	**Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)**	**6 945**	**7 018**	

		a	a	
En millions d'euros		31 décembre 2025	31 décembre 2024	Notes
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : instruments				
30	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	1 171	1 171	
31	*dont : classés en tant que capitaux propres en vertu du référentiel comptable applicable*	*1 053*	*1 053*	
32	*dont : classés en tant que passifs en vertu du référentiel comptable applicable*	*148*	*119*	
33	Montant des éléments éligibles visé à l'article 484, paragraphe 4, et comptes des primes d'émission y afférents qui seront progressivement exclus des AT1	-	-	
33a	Montant des éléments éligibles visés à l'article 494 bis, paragraphe 1, du CRR soumis à exclusion progressive des AT1	-	-	
33b	Montant des éléments éligibles visés à l'article 494 ter, paragraphe 1, du CRR soumis à exclusion progressive des AT1	-	-	
34	Fonds propres de catégorie 1 éligibles inclus dans les fonds propres consolidés AT1 (y compris intérêts minoritaires non inclus dans la ligne 5) émis par des filiales et détenus par des tiers	42	38	
35	*dont : instruments émis par des filiales qui seront progressivement exclus*	-	-	
36	**Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) avant ajustements règlementaires**	**1 213**	**1 209**	
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : ajustements règlementaires				
37	Détentions directes ou indirectes, par un établissement, de ses propres instruments AT1 (montant négatif)	-	-	
38	Détentions d'instruments AT1 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant négatif)			
39	Détentions directes et indirectes d'instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10%, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	-	
40	Détentions directes et indirectes d'instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	-	
42	Déductions T2 éligibles dépassant les fonds propres T2 de l'établissement (montant négatif)	-	-	
42a	Autres ajustements réglementaires des fonds propres AT1	-	-	
43	**Total des ajustements règlementaires aux fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)**	**-**	**-**	
44	**Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)**	**1 213**	**1 209**	
45	**Fonds propres de catégorie 1 (T1=CET1+AT1)**	**8 158**	**1 209**	
Fonds propres de catégorie 2 (T2) : instruments et provisions				
46	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	946	940	
47	Montant des éléments éligibles visé à l'article 484, paragraphe 5, et comptes des primes d'émission y afférents qui seront progressivement exclus des T2	-	-	
47a	Montant des éléments éligibles visés à l'article 494 bis, paragraphe 2, du CRR soumis à exclusion progressive des T2	-	-	
47b	Montant des éléments éligibles visés à l'article 494 ter, paragraphe 2, du CRR soumis à exclusion progressive des T2	-	-	
48	Instruments de fonds propres éligibles inclus dans les fonds propres consolidés T2 (y compris intérêts minoritaires et instruments AT1 non inclus dans les lignes 5 ou 34) émis par des filiales et détenus par des tiers	721	717	(3)
49	*dont : instruments émis par des filiales qui seront progressivement exclus*	-	-	
50	Ajustements pour risque de crédit	-	-	
51	**Fonds propres de catégorie 2 (T2) avant ajustements règlementaires**	**1 667**	**1 657**	
Fonds propres de catégorie 2 (T2) : ajustements règlementaires				
52	Détentions directes et indirectes, par un établissement, de ses propres instruments et emprunts subordonnés T2 (montant négatif)	-	-	
53	Détentions d'instruments et d'emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant négatif)	-	-	
54	Détentions directes et indirectes d'instruments et d'emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10%, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	-	
55	Détentions directes et indirectes d'instruments et emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	-	(4)
56a	Déductions admissibles d'engagements éligibles dépassant les éléments d'engagements éligibles de l'établissement (montant négatif)	-	-	
56b	Autres ajustements réglementaires des fonds propres T2	-	-	
57	**Total des ajustements règlementaires aux fonds propres de catégorie 2 (T2)**	**-**	**-**	
58	**Fonds propres de catégorie 2 (T2)**	**1 666**	**1 657**	
59	**Total des fonds propres (TC=T1+T2)**	**9 825**	**2 866**	
60	**Total des actifs pondérés**	**62 699**	**65 823**	

		a	a	
En millions d'euros		31 décembre 2025	31 décembre 2024	Notes
Ratios de fonds propres et coussins				
61	Fonds propres de base de catégorie 1 (en pourcentage du montant total d'exposition au risque)	11,08%	10,66%	
62	Fonds propres de catégorie 1 (en pourcentage du montant total d'exposition au risque)	13,01%	12,50%	
63	Total des fonds propres (en pourcentage du montant total d'exposition au risque)	15,67%	15,02%	
64	Exigence de coussin spécifique à l'établissement (exigence de CET1 conformément à l'article 92, paragraphe 1, point a), plus exigences de coussin de conservation de fonds propres et contracyclique, plus coussin pour le risque systémique, plus coussin pour établissement d'importance systémique, exprimée en pourcentage du montant d'exposition au risque)	8,74%		
65	*dont : exigence de coussin de conservation de fonds propres*	*2,50%*	*2,50%*	
66	*dont : exigence de coussin contracyclique*	*0,66%*	*0,61%*	
67	*dont : exigence de coussin pour le risque systémique*	*0,23%*	*0,11%*	
67a	*dont : coussin pour établissement d'importance systémique mondiale (EISm) ou pour autre établissement d'importance systémique (autre EIS)*			
67b	*dont : exigence de Pillar 2 Requirement à satisfaire avec des fonds propres CET1*	*0,84%*	*0,84%*	
68	Fonds propres de base de catégorie 1 disponibles pour satisfaire aux exigences de coussins (en pourcentage du montant d'exposition au risque)	5,74%	5,32%	
Montants inférieurs aux seuils pour déduction (avant pondération)				
72	Détentions directes et indirectes de fonds propres d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessous du seuil de 10%, net des positions courtes éligibles)	25	11	(4)
73	Détentions directes et indirectes d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (montant au-dessous du seuil de 10%, net des positions courtes éligibles)	630	318	(4)
75	Actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles (montant en dessous du seuil de 10%, net des passifs d'impôt associés lorsque les conditions prévues à l'article 38, paragraphe 3, sont réunies)	300	363	
Plafonds applicables lors de l'inclusion de provisions dans les fonds propres de catégorie 2				
76	Ajustements pour risque de crédit inclus dans les T2 eu égard aux expositions qui relèvent de l'approche standard (avant application du plafond)	-	-	
77	Plafond pour l'inclusion des ajustements pour risque de crédit dans les T2 selon l'approche standard	630	657	
78	Ajustements pour risque de crédit inclus dans les T2 eu égard aux expositions qui relèvent de l'approche fondée sur les notations internes (avant application du plafond)	-	-	
79	Plafond pour l'inclusion des ajustements pour risque de crédit dans les T2 selon l'approche fondée sur les notations internes	30	32	
Instruments de fonds propres soumis à l'exclusion progressive (applicable entre le 1er janvier 2013 et le 1er janvier 2022 uniquement)				
80	Plafond actuel applicable aux instruments des CET1 soumis à exclusion progressive	-	-	
81	Montant exclu des CET1 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursements et échéances)	-	-	
82	Plafond actuel applicable aux instruments des AT1 soumis à exclusion progressive	-	-	
83	Montant exclu des AT1 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursements et échéances)	-	-	
84	Plafond actuel applicable aux instruments des T2 soumis à exclusion progressive	-	-	
85	Montant exclu des T2 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursements et échéances)	-	-	

(1) Les intérêts minoritaires comptables sont écrétés du surplus de capitalisation des entités régulées. Pour les autres entités, les intérêts minoritaires ne sont pas reconnus dans la réglementation CRR3.

(2) La déduction des immobilisations incorporelles et des actifs des plans de pension s'effectue nette des impôts différés passifs associés.

(3) Une décote prudentielle est appliquée aux instruments de fonds propres de catégorie 2 de maturité résiduelle inférieure à 5 ans.

(4) Les détentions d'instruments de fonds propres d'entités financières proviennent du portefeuille bancaire, détaillé dans le tableau de passage du bilan comptable consolidé au bilan prudentiel, ainsi que des portefeuilles de négociation.

BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE

Annexe 3 : Sigles, acronymes et anglicismes

Sigles / Acronymes / Anglicismes	Description
ABE	Autorité bancaire européenne
ACPR	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution
ADC	Acquisition de terrains, promotion immobilière et construction
BCE	Banque centrale européenne
CCF	Credit Conversion Factor (facteur de conversion)
CCP	Central Counterparty (chambre de compensation)
CDS	Credit Default Swap
CIB	Corporate & Institutional Banking
Common Equity Tier 1 (CET1)	Fonds propres de base de catégorie 1
CPBS	Commercial, Personal Banking & Services
CRD	Capital Capital Requirement Directive (directive européenne)
CRD4	Capital Requirement Directive (directive européenne)
CRR	Capital Requirement Regulation (règlement européen amendé par CRR3)
CVA	Credit Valuation Adjustment (risque d'ajustement de l'évaluation de crédit)
DCT	Dépositaires centraux de Titres
EAD	Exposure at Default (valeur exposée au risque)
EHQLA	Actifs d'une liquidité et d'une qualité de crédit extrêmement élevées
EIS	Etablissement d'importance systémique
EISm	Établissement d'importance systémique mondiale
ESRB	European Systemic Risk Board/Comité européen du risque systémique (CERS)
FRTB	Revue fondamentale du portefeuille de négociation
FRU	Fonds de Résolution Unique
GHOS	Groupe des gouverneurs des banques centrales et des responsables du contrôle bancaire
Grandfathered	Maintien des acquis
G-SIIs	Global systemically important institutions
HQLA	High Quality Liquid Assets
IFRS	International Financial Reporting Standards (normes internationales d'information financière)
IMM	Méthode du modèle interne
IPRE	Income Producing Real Estate (immobilier générateur de revenus)
IRB	International Retail Banking
IRBA	Advanced Internal Ratings Based Approach
JJ	Jour le Jour
LCR	Liquidity Coverage Ratio (exigence de couverture des besoins de liquidité)
LGD	Loss Given Default (perte en cas de défaut)
MREL	Minimum Requirement for own funds and Eligible Liabilities
MRU	Mécanisme de Résolution Unique
MSU	Mécanisme de Surveillance Unique
NSFR	Net Stable Funding Ratio (exigence de financement stable net)
OPC	Organisme de placement collectif
O-SII	Other systematically Important Institutions
P2R	Pillar 2 Requirement (exigence prudentielle au titre du pilier 2)
pb	Points de base
PD	Probability of Default (probabilité de défaut)
PME	Petites et moyennes entreprises (SME en anglais)
QRRE	Qualifying Revolving Retail Exposure
RAS	Risk Appetite Statement
SACCR	Standardized Approach for Counterparty Credit Risk
SEC-IRBA	Approche fondée sur les notations internes
SFT	Securities Financing Transaction (Opérations de pension et de prêts/emprunts de titres)
SOT EVE	Supervisory Outlier Test
SOT NII	Supervisory Outlier Test on Net Interest Income
SREP	Supervisory Review and Évaluation Process (méthodologie d'évaluation prudentielle)
SRT	Transfert significatif de risque
T2	Fonds propres de catégorie 2
TEM	Mesure de l'exposition totale
Tier 1	Fonds propres de catégorie 1
Tier 2	Fonds propres de catégorie 2
TLAC	Total Loss Absorbing Capacity
TREA	Fonds propres de catégorie TREA
TRG	Taux de récupération global
TRS	Transfert de risque significatif
TTC	Through The Cycle
UE	Fonds propres de catégorie UE

8. RAPPORT SUR LES REMUNERATIONS DES MRT

REMUNERATIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2025 DES COLLABORATEURS DONT LES ACTIVITES PROFESSIONNELLES ONT UNE INCIDENCE SIGNIFICATIVE SUR LE PROFIL DE RISQUE DE LA SOCIETE BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE

PRINCIPES DE REMUNERATION ET POLITIQUE DE REMUNERATION DES MRT

En tant qu'entité consolidée du Groupe BNP Paribas, la société BNP Paribas Personal Finance répond à la politique de rémunération approuvée par le Conseil d'Administration du Groupe BNP Paribas, sur proposition du Comité des Rémunérations, et à l'initiative de la Direction Générale, pour tous les collaborateurs du Groupe et en particulier pour les collaborateurs dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque du Groupe au sens de la Directive CRD51 transposée en droit français dans le Code Monétaire et Financier, par l'ordonnance du 21 décembre 2020, ainsi que par les décret et arrêté du 22 décembre 2020, et le règlement délégué européen du 25 mars 2021. Ce sujet est donc traité au niveau du rapport établi par le Groupe BNP Paribas disponible sur le site Institutionnel du Groupe.

Par ailleurs, conformément à la réglementation bancaire européenne et à l'arrêté du 22 décembre 2020, la société BNP Paribas Personal Finance est également assujettie sur base individuelle aux dispositions en matière d'encadrement sur les rémunérations telles que prévues par la Directive Européenne CRD52 et par les articles L. 511-71 à L. 511-78 du code monétaire et financier.

A ce titre, la société BNP Paribas Personal Finance a identifié à son niveau, le périmètre des catégories de personnel incluant les preneurs de risque, les personnes exerçant une fonction de contrôle ainsi que tout salarié qui au vu de ses revenus globaux, se trouve dans la même tranche de rémunération, dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise (ci-après « Material Risk Takers » ou « MRT ») conformément aux critères définis dans le règlement délégué (UE) de la Commission européenne.

BNP Paribas Personal Finance a par conséquent identifié au niveau du groupe consolidé BNP Paribas Personal Finance, 119 collaborateurs MRT entrant dans le périmètre 2025 et qui suivent les mêmes règles d'encadrement de la rémunération que celles définies et décrites dans la politique du Groupe BNP Paribas (en termes de différés de paiement, paiement d'une partie de la rémunération variable en instrument indexé sur l'action BNP Paribas ou autres instruments spécifiques, conditions de paiement,…).

GOUVERNANCE

Le Comité des rémunérations est un comité du Conseil d'administration présidé par M. Thierry Laborde. Le comité des rémunérations qui s'est réuni le 23 février 2026, est par ailleurs composé de 2 autres membres externes au Groupe BNP Paribas, Mme Francine Calvet et M. Bruno Salmon. Cette composition est de nature à favoriser les travaux du Conseil d'administration sur l'adéquation des principes de rémunération avec la politique de risques de BNP Paribas Personal Finance.

Sa composition est conforme à la réglementation applicable et aux recommandations du Code de gouvernement d'entreprise de l'AFEP MEDEF. Ses membres sont majoritairement des administrateurs indépendants, ils disposent d'une expérience des systèmes de rémunération et des pratiques de marché dans ce domaine.

Le règlement intérieur du Conseil d'administration définit la mission du Comité des rémunérations qui prépare les décisions du Conseil d'administration sur :

1° les principes de la politique de rémunération de BNP Paribas Personal Finance ;

2° les rémunérations, indemnités et avantages de toutes natures accordés aux mandataires sociaux de BNP Paribas Personal Finance ;

3° la politique de rémunération de certaines catégories de personnel, incluant les preneurs de risque qui seraient identifiés au sein de BNP Paribas Personal Finance.

Les éléments ainsi débattus en Comité des rémunérations sont ensuite présentés au Conseil d'administration qui en approuve les principes.

Par ailleurs, l'assemblée Générale du 14 mai 2024 a voté en faveur du relèvement du ratio entre la rémunération variable et la rémunération fixe de 100 à 200%. Cette disposition est valable pour une durée de 3 ans qui prendra dès lors fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer en 2027 sur les comptes de l'exercice 2026.

INFORMATIONS QUANTITATIVES CONCERNANT LES REMUNERATIONS ATTRIBUEES AUX MRT DE LA SOCIETE BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE AU TITRE DE L'EXERCICE 2025

Données sur la rémunération attribuée pour l'année de performance aux collaborateurs MRT de la société BNP Paribas Personal Finance en 2025 (REM1)

Les informations quantitatives détaillées ci-dessous concernent les rémunérations brutes hors charges patronales attribuées au titre de l'exercice 2025 aux collaborateurs identifiés comme MRT au niveau de la société BNP Paribas Personal Finance au sens de la CRD5. Elles ne reprennent pas les rémunérations attribuées aux collaborateurs identifiés comme MRT locaux au sein des filiales de BNP Paribas Personal Finance appliquant la CRD5 sur base individuelle en fonction des dispositions nationales applicables.

[1] Directive (UE) 2019/878 modifiant la Directive 2013/36/UE
[2] Capital Requirements Directive

Les données de rémunérations des dirigeants mandataires sociaux de BNP Paribas Personal Finance sont inclus de manière agrégée dans les informations quantitatives ci-dessous.

Les rémunérations attribuées au titre de l'exercice 2025 aux MRT Groupe se décomposent de la manière suivante (REM1) :

En milliers d'euros hors charges	Dirigeants mandataires sociaux - non exécutifs	Dirigeants mandataires sociaux - exécutifs	Commercial, Personal Banking & Services	Fonctions indépendantes de contrôle	TOTAL
Nombre de personnes concernées	**8**	**3**	**64**	**44**	**119**
Montant de la rémunération totale	160	2 779	18 641	7 278	**28 858**
Dont fixe (totalement en cash)	*160*	*1 207*	*12 657*	*5 441*	***19 465***
Dont variable	*0*	*1 572*	*5 984*	*1 837*	***9 393***
Dont numéraire	0	*443*	*2 089*	*1 012*	***3 544***
dont différé	0	*82*	*187*	*47*	***316***
Dont instrument lié à l'action	0	*443*	*1 814*	*334*	***2 591***
dont différé	0	*82*	*187*	*47*	***316***
Dont autres instruments (CSIS)	0	*686*	*2 081*	*491*	***3 258***
dont différé	0	*686*	*2 081*	*491*	***3 258***

Le montant de la rémunération variable versée comptant en mars 2026 au titre de l'exercice 2025 aux collaborateurs MRT 2025 s'est élevé au total à 3,23 millions d'euros. Le solde de la rémunération variable, soit un montant théorique de 6,17 millions d'euros, se répartit sur 9 à 11 échéances conditionnelles entre mars 2027 et mars 2032, dont 2,28 millions d'euros à l'échéance de mars 2027. Au total, la rémunération variable attribuée au titre de 2025 à l'ensemble de ces collaborateurs dans le monde s'élève à 9,39 millions d'euros.

Environ 5% des collaborateurs identifiés comme MRT Groupe au titre de 2025 ont bénéficié d'un ratio entre 100% et 200% entre la composante variable et la composante fixe de leur rémunération totale.

Données sur les paiements spéciaux dont ont bénéficié les MRT 2025 (REM2)

Aucun MRT de BNP Paribas Personal Finance n'a bénéficié de paiements spéciaux.

Données sur la rémunération différée (REM3)

En milliers d'euros hors charges	Montant total de rémunération différée attribuée au titre des années de performance précédentes	dont rémunération payée dans l'année	dont rémunération qui sera payée les années suivantes	Montant des réductions de performance effectuées dans l'année à la rémunération différée qui aurait dû être payée dans l'année	Montant des réductions de performance effectuées dans l'année à la rémunération différée qui aurait dû être payée dans les années suivantes	Montant des ajustements effectués dans l'année en raison d'ajustements implicites ex-post (impact de la valeur des instruments)	Montant total des rémunérations différées attribuées les années précédentes qui ont été effectivement versées dans l'année (valeur de paiement)	Montant total des rémunérations différées attribuées les années précédentes qui sont acquises mais qui sont soumises à période de rétention
Dirigeants mandataires sociaux-exécutifs								
en cash	306	*92*	*214*	-	-	20	112	
en instruments liés aux actions ou équivalents	879	*334*	*545*	-	-	88	422	
autres instruments	2 086	-	*2 086*	-	-	-	-	
Autres MRT								
en cash	1 686	*346*	*1 340*	-	-	63	409	
en instruments liés aux actions ou équivalents	3 889	*1 619*	*2 270*	-	-	435	2 054	
autres instruments	8 703	*168*	*8 535*	1	-	-	169	
TOTAL	**17 549**	**2 559**	**14 990**	**1**	**-**	**606**	**3 166**	**-**

Enveloppe globale de rémunération versée en 2025

Conformément à l'article L511-73 du Code Monétaire et Financier, l'Assemblée Générale des actionnaires de BNP Paribas Personal Finance du 20 Mai 2026 va se prononcer par vote consultatif sur l'enveloppe globale de rémunérations versées en 2025 aux collaborateurs identifiés comme MRT en 2025.

Ainsi, l'enveloppe globale de rémunération versée en 2025 aux 119 collaborateurs identifiés en 2025 comme MRT pour le Groupe BNP Paribas Personal Finance, objet de la consultation de l'Assemblée Générale, est de 26,1 millions d'euros.

Nombre de MRT	Exercice 2025		
	Montant de la rémunération total*	Dont montant de la rémunération fixe versée (*)	Dont montant de la rémunération variable versée (*)
119	26 085	18 157	7 928

(*) *Montants attribués en milliers d'euros et hors charges patronales.*